



# MUNICIPAL Gazette MUNICIPALE DE — OF Montreal

— Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

“ La Gazette Municipale ”  
Bureau de Poste: 917 ou  
25 rue St-Gabriel, Montréal

— Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

“ La Gazette Municipale ”  
Hôtel de Ville, — Montréal

— All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

“ The Municipal Gazette ”  
Post Office Box 917 or  
25 St. Gabriel St., Montreal

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

“ The Municipal Gazette ”  
City Hall, — Montreal  
TELEPHONE MAIN 4240

Paraît le lundi matin  
Published every Monday morning  
Abonnements \$2 par an  
Subscriptions \$2 a year  
Payables d'avance  
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation de la Ville de Montréal  
Official organ of the Corporation of the City of Montreal  
CANADA

## REGLEMENT No 383

Règlement amendant le règlement No 344, intitulé “ Règlement pourvoyant à l'entretien des trottoirs pendant l'hiver dans toute l'étendue de la Ville de Montréal et à l'imposition d'une taxe sur les propriétaires fonciers pour en couvrir le coût.”

A une assemblée spéciale ajournée du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-unième jour d'octobre, mil neuf cent huit, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire, M. Louis Payette; MM. les échevins L.-A. Lapointe, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Stearns, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme,

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

Sect. 1.—La cédule dudit règlement No. 344 est amendée en y ajoutant les mots suivants:

“Le district No 19 comprendra les trottoirs sur toutes les rues, ruelles, voies et places publiques et parties d'icelles comprises dans les limites du quartier Saint-Henri.

“Le district No 20 comprendra les trottoirs sur toutes les rues, ruelles, voies et places publiques et parties d'icelles comprises dans les limites du quartier Sainte-Cunégonde.

“Le district No 21 comprendra les trottoirs sur toutes les rues, ruelles, voies et places publiques et parties d'icelles comprises dans les limites du quartier Mont-Royal”.

Sect. 2.—La section suivante est ajoutée après la section 8, dans le règlement No 344, pour en faire partie comme section 9:

“Sect. 9.—Toutes les dispositions dudit règlement No 344 s'appliqueront aussi aux rues suivantes dans certains districts, à savoir:

“District No 4.—(Quartier Sainte-Anne): Les rues McGill et Notre-Dame.

“District No 6.—(Quartier Saint-Joseph): La rue McGill, le square Victoria, les rues Saint-Jacques, Craig, Notre-Dame, Guy et Saint-Antoine.

“District No 7.—(Quartier Saint-André): Les rues Ste-Catherine, Dorchester, Sherbrooke et Saint-Antoine.

“District No 8.—(Quartier Saint-Georges): Les rues Sainte-Catherine, Sherbrooke, Dorchester et Saint-Antoine.

## BY-LAW No 383

By-law to amend by-law No. 344 entitled “ By-law to provide for the keeping of sidewalks in good order during the winter season throughout the City of Montreal, and to levy an assessment, on the owners of immoveable property to cover the cost thereof.”

At an adjourned special meeting of the Council of the City of Montreal, held in the City Hall, this twenty-first day of October, one thousand nine hundred and eight, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of the said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Louis Payette, Esq.; Aldermen L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Stearns, N. Lapointe, Leclair, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme.

It was ordered and enacted by the said Council as follows:

Section 1.—The schedule of said by-law No 344 is amended by adding thereto the following words:

“District No. 19 shall comprise the sidewalks on all the streets, lanes, highways, and public squares or any part thereof included within the limits of St. Henry ward.

“District No 20 shall comprise the sidewalks on all the streets, lanes, highways and public squares or any part thereof included within the limits of Ste. Cunégonde ward.

“District No. 21 shall comprise the sidewalks on all the streets, lanes, highways and public squares or any part thereof included within the limits of Mount-Royal ward.”

Section 2.—The following section is added after section 8 in by-law No. 344, to form part of same as section 9:

“Section 9.—All the provisions of said by-law No. 344 shall apply also to the following streets in certain districts, to wit:

“District No. 4.—(St. Ann's ward) McGill and Notre-Dame streets.

“District No. 6.—(St. Joseph ward): McGill street, Victoria square, St. James, Craig, Notre-Dame, Guy and St. Antoine streets.

“District No. 7.—(St. Andrew ward): Ste. Catherine, Dorchester, Sherbrooke and St. Antoine streets.

“District No. 8.—(St. Georges ward): Ste. Catherine, Sherbrooke, Dorchester and St. Antoine streets.

"District No 9.—(Quartier Saint-Laurent): Les rues Bleury, Saint-Laurent, Sherbrooke, Ontario, Sainte-Catherine, Dorchester, Lagauchetière et Craig.

"District No 10.—(Quartier Saint-Louis): La rue Saint-Laurent, l'avenue Laval, la rue Saint-Denis, le square Saint-Louis, les rues Sherbrooke, Ontario, Sainte-Catherine, Dorchester, Lagauchetière et Craig.

"District No 11.—(Quartier Saint-Jean-Baptiste): La rue Saint-Laurent, la rue Berri, de la limite Sud du quartier à l'avenue Duluth, les rues Saint-Hubert et Saint-Denis, l'avenue Duluth, la rue Rachel et les avenues Mont-Royal et Esplanade.

"District No 12.—(Quartier Saint-Denis): La rue Huntley jusqu'à la rue Bélanger, les rues Saint-Hubert et Saint-André, de l'avenue Mont-Royal à la rue Laurier, les rues Saint-Denis et Beaubien et l'avenue Mont-Royal et la rue Bienville, de la rue Saint-Denis à la rue Mentana.

"District No 13.—(Quartier Duvernay): Les rues Saint-Hubert, Parc LaFontaine et Rachel et l'avenue Mont-Royal.

"District No 14.—(Quartier LaFontaine): Les rues St-Denis, Saint-Hubert et Berri, la rue Saint-André, de la rue Sherbrooke à la rue Roy, les rues Cherrier, Sherbrooke, Parc LaFontaine et Ontario et la rue DeMontigny, de la rue Saint-Denis à la rue Saint-Christophe.

"District No 15.—(Quartier Saint-Jacques): La rue De Montigny, de la rue Saint-Denis à la rue Saint-Christophe, les rues Saint-Catherine, Dorchester, Lagauchetière, Craig, Notre-Dame, Saint-Denis, Berri, Amherst et Saint-Hubert.

"District No 16.—(Quartier Papineau): Les rues Ontario, Sainte-Catherine, Dorchester, Craig et Notre-Dame.

"District No 17.—(Quartier Sainte-Marie): Les rues Notre-Dame, Sainte-Catherine et Ontario.

"District No 18.—(Quartier Hochelaga): Les rues Notre-Dame, Sainte-Catherine et Ontario";

Sect. 3.—Ledit règlement entrera en vigueur le jour de sa sanction et fera partie du Règlement No 344 à toutes fins que de droit.

## REGLEMENT No 384

Règlement pour établir un système d'eau à haute pression dans le district No 1 de la Cité.

Attendu qu'une pétition signée par la majorité en nombre et en valeur des propriétaires du quartier Ouest de la Cité a été adressée au Conseil de ladite Cité pour demander que, conformément à la loi 7 Edouard VII, chap. 63, un système d'eau à haute pression soit établi dans ledit quartier Ouest et que ledit quartier soit à cette fin formé en district;

A une assemblée spéciale ajournée du Conseil de la Cité de Montréal, tenue dans l'Hôtel de Ville, ce vingt-unième jour d'octobre, mil neuf cent huit, en la manière et suivant les formalités prescrites dans et par l'acte d'incorporation de ladite Cité, à laquelle assemblée sont présents la majorité des membres de tout le Conseil, savoir: Son Honneur le Maire, M. Louis Payette; MM. les échevins L.-A. Lapointe, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme.

Il est ordonné et statué par ledit Conseil comme suit:

Sect. 1.—Le quartier Ouest de la Cité de Montréal est par le présent constitué en district aux fins d'y établir un système d'eau (hydraulique) à haute pression pour le protéger contre les incendies et il sera désigné et connu comme "District No 1."

Sect. 2.—Ledit système d'eau ou hydraulique à haute

"District No. 9.—(St. Lawrence ward): Bleury, St. Lawrence street, Sherbrooke, Ontario, Ste. Catherine, Dorchester, Lagauchetière and Craig streets.

"District No. 10.—(St. Louis ward): St. Lawrence street, Laval avenue, St. Denis street, St. Louis square, Sherbrooke, Ontario, Ste. Catherine, Dorchester, Lagauchetière and Craig streets.

"District No. 11.—(St. Jean-Baptiste ward): St. Lawrence street, Berri street, from the South limit of the ward to Duluth avenue, St. Hubert and St. Denis streets, Duluth avenue, Rachel street and Mount-Royal and Esplanade avenues.

"District No. 12.—(St. Denis Ward). Huntley street to Bélanger street, St. Hubert and St. André streets from Mount Royal Avenue to Laurier street; St. Denis, Beaubien street and Mount Royal Avenue; Bienville street from St. Denis to Mentana streets.

"District No. 13.—(Duvernay Ward). St. Hubert, Park La Fontaine, Rachel and Mount Royal Avenue.

"District No. 14.—(La Fontaine Ward). St. Denis, St. Hubert and Berri streets, St. André street, from Sherbrooke to Roy streets, Cherrier, Sherbrooke, Park La Fontaine and Ontario streets, and De Montigny street from St. Denis to St. Christopher streets.

"District No. 15.—(St. James Ward). De Montigny st. from St. Denis to St. Christopher streets, Ste. Catherine, Dorchester, Lagauchetière, Craig, Notre-Dame, St. Denis, Berri, Amherst and St. Hubert streets.

"District No. 16.—(Papineau Ward). Ontario, Ste. Catherine, Dorchester, Craig and Notre-Dame streets.

"District No. 17.—(St. Mary Ward). Notre-Dame, Ste. Catherine and Ontario streets.

"District No. 18.—(Hochelaga Ward). Notre-Dame, Ste. Catherine and Ontario streets."

Sect. 3.—This by-law shall come into force on the day of its sanction and shall form part of by-law No. 344 to all intents and purposes.

## BY-LAW No 384

By-Law to establish a high pressure water system in District No. 1 of the City.

Whereas a petition signed by the majority in number and value of the real estate owners of the West Ward of the City, has been sent to the Council of the said City, asking that, as provided by the Act 7 Edward VII, chap. 63, a high pressure water system be established in said West ward, and that the said ward be, for that purpose, constituted into a district:

At an adjourned special meeting of the Council of the City of Montreal, held in the City Hall, this twenty-first day of October, one thousand nine hundred and eight, after the observance of the formalities prescribed in and by the act of incorporation of the said City, at which meeting a majority of the members of the whole Council are present, viz: His Worship the Mayor, Louis Payette, Esq., Aldermen L. A. Lapointe, Larivière, Proulx, Yates, Clearihue, M. Martin, Dagenais, Robillard, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Lavallée, Stearns, N. Lapointe, Leclaire, O'Connell, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Lévesque, Major, Guay, David, Roy, Mount, Fraser, Carter, Lamoureux and Prud'homme.

It was ordained and enacted by the said Council as follows:

Sect. 1.—The West ward of the City of Montreal is hereby constituted into a district for the purpose of establishing therein a high pressure water system in order to protect the same against fire, and shall be designated and known as "District No. 1".

Sect. 2.—The said high pressure water system shall be

pression est établi dans ledit quartier Ouest ou District No 1, au moyen d'une canalisation et d'une machinerie élévatoire spéciales approvisionnées d'eau à même le fleuve en face de la Cité, le tout conformément aux plans et devis déposés au département de l'Aqueduc.

Sect. 3.—Afin de pourvoir à la dépense requise pour l'établissement dudit système d'eau ou hydraulique à haute pression suivant lesdits plans et devis, l'emprunt d'une somme n'excédant pas \$500,000 sera effectué par l'émission de débetures, obligations ou rentes inscrites payables à quarante ans de leur date, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent, et sera rachetable au moyen d'un fonds d'amortissement suffisant pour rembourser le capital à l'expiration dudit terme.

Sect. 4.—Le coût de l'établissement dudit système et toutes les dépenses encourues pour cette fin seront répartis sur les propriétaires d'immeubles situés dans ledit district No. 1 d'après un rôle de répartition préparé par l'Inspecteur de la Cité suivant les dispositions de l'article 450 de la Charte *mutatis mutandis*.

Sect. 5.—Le présent règlement ne sera mis en vigueur que lorsqu'il aura été ratifié et confirmé par la Législature, avec un proviso à l'effet que cette taxe ne sera pas purgée même par décret du Shérif ou par prescription.

## CONDUITS SOUTERRAINS

### Rapport préliminaire de la Commission d'Ingénieurs constituée en vertu du Règlement No 377 (1)

Montréal, 8 octobre 1908.

Monsieur Véchevin L.-A. LAPOINTE,  
Président de la Commission spéciale des Conduites Souterraines,

Montréal.

Cher monsieur,

Nous avons l'honneur de vous présenter un rapport préliminaire sur la question de l'établissement de conduites souterraines dans la Ville de Montréal.

La Commission d'ingénieurs, dont la création était autorisée par le statut provincial 7, Edouard VII, chap. 63, sect. 67, a été constituée en vertu du règlement No 377, adopté le 18 juin, et en vertu d'une résolution du Conseil en date du 13 juillet 1908.

Dans la résolution du Conseil se lit ce qui suit:

"Il est entendu que lesdits ingénieurs soumettront, si possible, un rapport final pas plus tard que le deuxième lundi de septembre et qu'ils tiendront la Commission au courant de leur travail".

Conformément à ces instructions, nous vous soumettons un rapport indiquant le travail fait jusqu'ici, les difficultés que nous avons rencontrées et le mode de procéder qui, à notre avis, devrait être suivi par la suite.

Nous avons eu des réunions aux dates suivantes:

30 juillet—Réunion d'organisation pour arrêter un plan d'action.

30 juillet—Conférence avec les représentants des compagnies intéressées, à l'hôtel de ville, et discussion générale de la question de l'enfouissement des fils.

31 juillet—Conférence avec la Compagnie de Garantie Dominion, et discussion de ses besoins.

31 juillet—Conférence avec la "Central Heat, Light & Power Co." (à responsabilité limitée) pour déterminer ses besoins.

31 juillet—Réunion des membres de la Commission pour discuter plus particulièrement des questions légales.

(1) Pour délibérations, voir compte rendu de la séance de la Commission spéciale des Conduits souterrains du 14 octobre 1908 (*Gazette Municipale*, No 39, 26 octobre 1908, page 970.)

established in the said West ward or district No. 1 by means of a special system of force mains and pumping engines, supplied with water from the river opposite the City, the whole as per plans and specifications deposited in the Water Department.

Sect. 3.—In order to meet the expenditure required for the establishment of said high pressure water system, according to the said plans and specifications; a loan not exceeding \$500,000 shall be effected by the issue of debentures, bonds or registered stock, payable at the end of 40 years from the date thereof, at a rate of interest not exceeding 4 p. c., and shall be redeemable by means of a sinking fund sufficient to refund the capital at the expiration of said term.

Sect. 4.—The cost of establishing said system and all expenses incurred for such purpose shall be apportioned on the proprietors of immovables situated in said district No. 1, according to an assessment roll prepared by the City Surveyor, as provided by Art. 450 of the Charter *mutatis mutandis*.

Sect. 5. — This by-law shall only come into force after being ratified and confirmed by the Legislature, with a proviso that such tax shall not be cleared off even by Sheriff's sale or by prescription.

## UNDERGROUND CONDUITS

### Interim Report of the Committee of Engineers Appointed by By-Law No. 377 (1)

Montreal, October 8th, 1908.

Alderman L. A. LAPOINTE,  
Chairman, Special Committee on Underground Conduits,  
Montreal.

Dear Sir:—

We beg to submit herein an interim report dealing with the question of underground conduits in the City of Montreal.

The formation of this Committee of Engineers was authorized by an Act to amend the City charter, dated March 14th, 1907, Edward VII, Chapter 63, confirmed by By-Law No 377, adopted June 18th, and appointed by resolution of Council of July 13th, 1908.

In the resolution of Council the following occurs:

"It is understood that the said Engineers will submit if possible a final report not later than the 2nd Monday of September, and will keep the Committee posted on the progress of their work".

In conformity with these instructions, we submit a statement covering the work already done, progress made, difficulties encountered and our recommendations as to further procedure.

The Committee of Engineers beg to report that they have held the following meetings:

July 30th.—Organization meeting constituting Committee of Engineers.

July 30th.—Meeting with interested companies' representatives at the City Hall, at which a general discussion was held relative to the scheme.

July 31st.—Meeting with the Dominion Guarantee Company, and a discussion of their requirements.

July 31st.—Meeting with the Central Heat, Light & Power Company, Limited, *re* their requirements.

July 31st.—General business meeting of Committee with reference specially to legal matters.

(1) For deliberations, see the report of meeting of the Special Committee *re* Underground Conduits, held the 14th of October 1908 (*Municipal Gazette*, No. 39, 26th of October 1908, page 970.)

- 1er août—Conférence avec l'avocat de la Ville pour discuter des questions légales.
- 10 septembre—Conférence avec le représentant de la Cie de Télégraphe "Great North Western" pour discuter de nouveau la situation générale.
- 10 septembre—Conférence avec les représentants du service télégraphique de la Cie du chemin de fer Canadien du Pacifique, pour examiner les données sou-mises.
- 14 septembre—Conférence avec le représentant de la Cie de Téléphone Bell pour examiner les données sou-mises et discuter la situation générale.
- 16 septembre—Conférence avec le représentant de la Cie de Téléphone des Marchands et renseignements fournis par cette compagnie.
- 16 septembre—Conférence avec le représentant de la Cie "Montreal Light, Heat & Power", et discussion générale.
- 18 septembre—Réunion des ingénieurs pour expédier des affaires générales.
- 24 septembre—Réunion des ingénieurs pour discuter le mémoire à présenter à l'assemblée de la Commission spéciale.
- 24 septembre—Réunion des ingénieurs et des membres de la Commission spéciale des conduites souterraines à l'hôtel de ville.
- 25 septembre—Conférence des ingénieurs avec l'avocat de la Ville, à l'hôtel de ville.
- 5 octobre—Deux assemblées pour préparer un projet de rapport.
- 6 octobre—Une assemblée pour préparer un projet de rapport.
- 7 octobre—Une assemblée pour confirmer le projet de rapport.

En sus de ces assemblées, les ingénieurs ont fait une étude générale de la question de l'enfouissement des fils électriques. Ils ont attentivement examiné les rapports de diverses municipalités à ce sujet, notamment ceux de New-York, Chicago, Baltimore, Philadelphie, Utica et Erié, et ont pris spécialement note des moyens adoptés pour engager ou forcer les compagnies à placer leurs fils sous terre.

Le 30 juillet a eu lieu, à l'hôtel de ville, sur convocation faite par M. Crépeau, secrétaire de la Commission des Conduites, une assemblée à laquelle étaient représentées les compagnies suivantes:

Cie du chemin de fer Canadien du Pacifique (service télégraphique).

Cie de Télégraphe "Great North Western".

Cie de Téléphone Bell.

Montreal Light, Heat & Power Co.

Cie de Garantie Dominion.

Cie de Téléphone des Marchands.

Central Heat, Light & Power Co.

Ces compagnies furent mises au courant des conditions générales existant dans la Ville relativement aux fils aériens, et à la décision prise par les autorités municipales de faire enfouir les fils. Les représentants des compagnies furent ensuite successivement priés d'exprimer leur opinion sur ce sujet. Presque tous se déclarèrent prêts à aider la Ville à atteindre son but en lui donnant les renseignements requis. Deux, qui n'étaient pas autorisés à se prononcer sur la question, ont depuis fourni les données nécessaires.

Il fut ensuite convenu avec les compagnies que les ingénieurs discuteraient la question séparément avec chacune d'elles et détermineraient leurs besoins respectifs. C'est ce qui fut fait aux assemblées subséquentes.

Afin que certaines compagnies, qui seraient peut-être intéressées dans la question, ne fussent pas laissées de côté, avis fut publié dans les journaux quotidiens, demandant à toutes les compagnies ayant des installations électriques de se mettre en communication avec le greffier de la Cité, afin que leurs besoins pussent être pris en considération.

A l'assemblée des ingénieurs, tenue le 31 juillet, la lettre suivante fut rédigée et ordre fut donné de l'envoyer à toutes les compagnies:

\* \* \*

"A une conférence qui a eu lieu aujourd'hui, à l'hôtel de

August 1st.—Meeting with City Attorney to discuss legal matters.

September 10th.—Meeting with the Great North Western Telegraph Company's representative to further discuss the general situation.

September 10th.—Meeting with the Canadian Pacific Ry. Company's Telegraph representatives to examine the information submitted.

September 14th.—Meeting with the Bell Telephone Company's representative, to examine information submitted and discuss the general situation.

September 16th.—Meeting with the Merchants Telephone Company's representative, and presentation of their information.

September 16th.—Meeting with the Montreal Light, Heat & Power Company's representatives and general discussion.

September 18th.—Meeting of the Engineers to transact general business.

September 24th.—Meeting of the Engineers to discuss memorandum to be presented to the meeting of Special Committee.

September 24th.—Meeting of Engineers and Special Underground Conduit Committee at City Hall.

September 25th.—Meeting of Engineers with City Attorney at City Hall.

October 5th.—Two meetings to prepare draft of report.

October 6th.—One meeting to prepare draft of report.

October 7th.—One meeting to confirm draft of report.

In addition to the above meetings, the Engineers have made a study of the underground conduit question in general and as set forth particularly in the reports of various municipalities, including New York, Chicago, Baltimore, Philadelphia, Utica and Erie, and have taken special note of the means adopted to induce or compel companies to place their wires underground.

On July 30th a meeting was held at the City Hall on call of Mr. Crépeau, secretary of the Conduit Committee, at which the following Companies were represented:

Canadian Pacific Railway Company's Telegraph.

Great North Western Telegraph Company.

The Bell Telephone Company.

The Montreal Light, Heat & Power Company.

The Dominion Guarantee Company.

The Merchants Telephone Company.

The Central Heat, Light and Power Company.

The Companies were informed of the general conditions existing in the City as regards overhead wiring, and a statement made of the position of the City in regard to underground conduits. An expression of opinion was then asked from the representatives of the Companies in rotation. Practically all expressed themselves as ready to assist the City in attaining its end by furnishing the required information. Two who had no authority to express themselves have since furnished the necessary data.

It was then arranged with the Companies that the Engineers would take up the matter separately with each, and ascertain their requirements. This was done at later meetings.

In order that certain Companies which might be interested in the question might not be overlooked, an advertisement was placed in the daily papers requesting all such to communicate with the City clerk, so that their requirements might be considered.

At the meeting of the Engineers of July 31st, the following letter was drafted and ordered to be sent to all companies:

\* \* \*

"At a meeting held to-day in the City Hall between the

ville, entre les compagnies intéressées et la Commission d'ingénieurs, au sujet de l'enfouissement des fils électriques, on a demandé à la Commission de fournir aux compagnies une liste de questions relativement à leurs besoins présents et futurs en fait de conduits souterrains.

"Conformément à cette demande, nous vous soumettons ci-dessous une liste de questions, auxquelles nous vous prions de répondre le plus tôt possible.

1.—Le nombre et la situation de tous les conduits dont votre compagnie se sert actuellement dans la Ville, avec cartes, si possible, indiquant la situation de ces conduits dans les rues, la profondeur au-dessous de la surface de la rue, le nombre de compartiments dans chaque conduit et la situation des regards.

2.—Le nombre de conduits, comme dans le cas ci-dessus, que vous êtes actuellement à faire construire.

3.—Les conduits que vous vous proposez de construire sous peu.

4.—Les conduits pour lesquels vous avez obtenu de la Ville le droit d'ouvrir des tranchées dans les rues.

5.—Le nombre de conduits dont vous auriez probablement besoin immédiatement pour les fins de votre exploitation si tous vos fils étaient enfouis, indépendamment de votre installation actuelle, et les endroits où vous désiriez que ces conduits soient établis.

6.—Le nombre et le parcours probable des conduits additionnels dont vous aurez besoin pour les fins de votre exploitation au cours des 20 années à venir.

7.—Le nombre de clients que vous avez dans chaque groupe de rues et ce qu'il vous faudrait, en fait de conduits, pour distribuer la chaleur, la lumière et la force motrice, le service de téléphone et de télégraphe et autres services publics dans lesdits groupes de rues.

8.—Un relevé des poteaux, lignes et en général de toutes les installations aériennes que votre compagnie possède actuellement sur les diverses rues et ruelles.

9.—Donnez-nous une idée générale de la manière dont vos raccordements sont faits avec les clients, en spécifiant s'il y a un raccordement séparé pour chaque client ou si les raccordements se font par groupes, sur les fils secondaires. Que recommanderiez-vous comme la méthode la plus praticable de faire les raccordements avec les fils souterrains et avec les fils aériens.

10.—L'emplacement de toutes les stations de distribution, centrales et auxiliaires, que vous avez actuellement et les endroits où seront érigées celles que vous vous proposez d'établir.

11.—Les renseignements additionnels que vous nous fournirez et les suggestions que vous jugerez à propos de nous faire seront beaucoup appréciés.

"La Commission d'ingénieurs aimerait à savoir aussitôt que possible quand elle recevra les réponses aux questions ci-dessus.

"En attendant, nous serons heureux de conférer avec vous en n'importe quel temps."

\* \* \*

A l'assemblée du 18 septembre, une communication de M. Crépeau fut soumise, à laquelle était annexée une lettre de la Cie de Téléphone Bell, demandant qu'on lui permit de creuser les rues en certains endroits pour étendre son système de conduits.

En réponse, nous avons fait remarquer qu'il serait peut-être bon que les ingénieurs fussent chargés d'examiner toutes les demandes de ce genre et de faire rapport en attendant que toute la question de l'établissement de conduites souterraines fût finalement réglée.

Aux diverses assemblées ci-dessus énumérées, les ingénieurs se bornèrent à discuter des questions générales portant sur les besoins des différentes compagnies et à écouter les suggestions de celles-ci quant à la méthode à suivre pour la mise à exécution du projet à l'étude.

Nous indiquons plus bas, en résumé, l'attitude générale des diverses compagnies en ce qui concerne le projet qui leur a été soumis et nous notons brièvement leurs besoins et leurs suggestions.

*Compagnie de Garantie Dominion.*

Cette compagnie s'occupe de la protection de la propriété contre les cambrioleurs et contre l'incendie, au moyen de systèmes d'alarmes, etc., fonctionnant à l'aide de circuits de fils qui occupent une vaste tendue, dans la Ville.

interested companies and the Committee of Engineers with reference to the conduit question, the Committee was asked to furnish the companies with a list of questions relating to their present and future requirements for conduits.

"In compliance with this request, we submit below a list of questions which we would ask you to answer as early as may be possible.

1st.—The number and street location of all ducts at present used by your Company in the City, accompanied by maps, if possible, showing the relative locations of these in the streets, the depth below the surface of the street, the number of tiers in the duct and location of manholes.

2nd.—The amount and number of ducts, as in the case above, which you have at present under construction.

3rd.—The projected conduits which you expect to construct shortly.

4th.—The conduits for which you have obtained from the City the right to open the streets.

5th.—An estimate of the probable number of ducts which you will require for the purposes of your business for immediate needs if all your services are buried, apart entirely from your present construction, and the routes desired for this line of conduit.

6th.—The number and probable routes of such additional ducts as in your opinion you will require for the purposes of your business within the next twenty years.

7th.—The number of customers that you have on each block of streets, and the requirements for heat, light, power, telephone, telegraph and other public services in said blocks.

8th.—A statement of the poles, lines and in general of all the aerial construction on the various streets or lanes now in operation by your Company.

9th.—Give us a general idea as to how your connections are made with customers, whether an individual connection or whether by a group connection on secondaries. What would you recommend as the most practicable and feasible scheme to make connections from conduits and from overhead services.

10th.—The location of all distributing, central and substations at present in operation and those projected.

11th.—Such additional information as you may submit or any suggestions you may offer will be much appreciated.

"The Committee of Engineers would be glad to know as early as possible when they may expect answers to the above.

"Remaining at your service for any conferences in the meantime."

\* \* \*

At the meeting of September 18th, consideration was given to a letter from Mr. Crépeau enclosing an application from the Bell Telephone Company, for permission to open streets in certain places for an extension of their underground system.

In answer it was suggested that if the Committee thought fit it might be well to have the Engineers investigate and report upon all such applications pending final action on the whole conduit question.

At the various meetings set forth above, general questions only were discussed relating to the requirements of the various companies, and their suggestions as to methods to be adopted in carrying on the work, to suit their particular needs.

We summarize below the general attitude of the various companies toward the scheme, and note briefly their requirements and suggestions;

*Dominion Guarantee Company:*

This Company is engaged in extending protection to property by means of burglar alarm, sprinkley alarm and watchman alarm systems, operated over wire circuits throughout an extended area in the City. They require

Elle n'a besoin que d'un petit nombre de fils et n'exigerait par conséquent qu'un espace très limité dans les conduits. Ses fils sont tous aériens et se trouvent pour la plupart fixés sur les poteaux d'autres compagnies, sur les toits des maisons et sur le devant des édifices. Cette compagnie n'a pas formellement répondu à notre lettre, mais elle s'est déclarée prête à nous donner tous les renseignements que nous désirerions avoir.

*Central Heat, Light & Power Co.*

Cette compagnie, qui distribue la chaleur, la lumière et la force motrice dans les districts centraux de la Ville, n'a pas de poteaux ni de fils dans les rues. Elle transmet l'énergie électrique entièrement d'une maison à l'autre, son réseau traversant les rues à différents intervalles. Ses besoins seront par conséquent restreints aux districts centraux de la Ville. Elle ne nous a pas encore envoyé des réponses détaillées aux questions que nous lui avons posées, et elle ne nous a pas non plus fourni des cartes ou des plans, mais on est actuellement à en préparer, paraît-il. Cette compagnie, dans tous les cas, n'aurait besoin que de très peu d'espace dans les conduits.

*Cie de Télégraphe "Great North Western".*

Cette compagnie exploite non seulement des lignes télégraphiques, mais encore un système d'appel. Son service télégraphique exige, relativement, peu de raccordements, mais son système d'appel en nécessite un grand nombre. Outre sa propre installation, elle se sert aussi des lignes aériennes et des conduits d'autres compagnies. Il y a un nombre considérable de raccordements avec le réseau du système d'appel dans les districts commerciaux de la Ville. Cette compagnie nous a donné, en réponse à nos questions, des renseignements qui nous suffisent pour le moment, et elle s'est déclarée prête à nous fournir les informations additionnelles que nous désirerions avoir.

*Télégraphe de la Cie du chemin de fer Canadien du Pacifique.*

Cette compagnie, en sus de ses lignes télégraphiques, a un système d'appel desservant les districts commerciaux au centre de la Ville. Elle transmet actuellement l'énergie électrique par des fils souterrains et par des câbles et des fils aériens posés sur ses propres poteaux et sur ceux des autres compagnies, sur les toits des édifices et à travers les cours et les rues. Ses besoins se réduisent à peu de chose pour son service télégraphique, mais il en est autrement pour son système d'appel. Cette compagnie nous a fourni des cartes de son réseau et nous a donné, en réponse à nos questions, des renseignements qui nous suffisent pour le moment.

*Cie de Téléphone Bell.*

Cette compagnie s'occupe exclusivement de donner un service téléphonique par des fils souterrains et des câbles et des fils aériens fixés à des poteaux et aux toits des édifices.

Son système de conduits souterrains est très étendu et, dans son état actuel de développement, suffira pour 15 ou 20 ans à venir.

Cette compagnie a répondu à toutes nos questions d'une manière très satisfaisante et nous a soumis des plans non seulement pour ses besoins présents, mais encore pour le développement futur et l'achèvement de son système de conduits souterrains. Il appert de ces plans que la Cie Bell se propose de placer tous ses fils principaux sous terre aussitôt que possible, mais vu le grand nombre de fils de raccordement qui seront nécessaires, elle s'attend à avoir beaucoup de difficulté à enfouir tous ces fils dans des conduits.

*Cie de Téléphone des Marchands.*

Cette compagnie s'occupe exclusivement de fournir un service téléphonique dans la Ville. Elle n'a aucun conduit à l'heure qu'il est et se sert uniquement de câbles et de fils aériens. Elle nous a fourni, en réponse à nos questions, des renseignements qui nous suffisent pour le moment, et s'est déclarée prête à nous donner les informations additionnelles dont nous aurions besoin.

*Cie des Tramways de Montréal.*

Cette compagnie s'occupe exclusivement de distribuer la force motrice pour ses tramways, à l'aide de fils de

but a small number of wires in all, and therefore demand a very limited conduit space. Their distribution is entirely overhead by means of cables in some cases, largely on poles of other Companies, house tops and fronts of buildings. This Company has not formally replied to our letter but has expressed their readiness to give us all the information desired.

*Central Heat, Light and Power Company:*

This Company, which distributes heat, light and power throughout the central districts of the City, has no poles or wires in the streets; their transmission being entirely from house to house, crossing the streets at intervals as necessary. Their requirements will therefore be confined to the central districts of the City. They have not as yet furnished the detailed answers to questions or supplied, maps or plans, but we understand that these are under preparation. The requirements of this Company for duct space, however, will be comparatively small.

*The Great North Western Telegraph Company:*

This Company operates not only telegraph lines but a telegraph call system, the telegraph wiring requiring comparatively few service connections, whereas the call system requires a great number of these. They are distributing at present by means of their own and other companies' pole lines and conduits. There are a considerable number of connections for call services in the business districts of the City. This Company has furnished us with the answers to questions sufficient to cover our immediate requirements, and have expressed their willingness to furnish additional information as it is needed.

*Canadian Pacific Railway Company's Telegraph:*

This Company in addition to its telegraph lines, has a telegraph call system extending through the central business districts. They at present distribute underground, and overhead by cables and separate wires on their own and the poles of other companies, over house tops, through courts and lanes. Their requirements as regards distribution are not serious for their telegraph service, but are quite serious as regards the call system. This Company has furnished us with maps showing the distribution, and furnished answers to all questions sufficient for our present needs.

*The Bell Telephone Company:*

This Company is engaged exclusively in supplying telephone service through underground conduits, overhead cables and wire distribution on poles and buildings.

Their underground system is very extensive, and so far as developed has an expected capacity of from 15 to 20 years demand.

They have answered all questions very satisfactorily indeed, and have submitted plans, not only for their present needs, but for the future extensions and completion of the underground system. It would appear by these plans that they have in contemplation the placing of all their trunk wires underground at the earliest possible moment, but owing to the number of services required they anticipate considerable difficulty in being able to place all of these house connections in a conduit system.

*The Merchants Telephone Company:*

This Company is concerned wholly in the distribution of telephone service throughout the City. It has no conduit construction at present, and operates overhead entirely through cables and wire distribution. This Company has furnished us with the answers and information to our inquiries sufficient for immediate requirements, and has expressed its readiness to furnish such additional data as is needed.

*The Montreal Street Railway Company:*

This Company is engaged solely in the distribution of power for street railway purposes, by means of overhead

"trolley" aériens et de gros câbles d'alimentation s'y raccordant et fixés aux poteaux des lignes de "trolley" et à d'autres poteaux. La compagnie a reçu avis de toutes les assemblées et on lui a envoyé une copie des questions posées, mais elle n'y a pas encore répondu. En réponse à une lettre par laquelle nous lui demandions de conférer avec nous, voici ce qu'elle nous a écrit:

"En réponse à la vôtre du 16 courant, nous devons vous dire que nous ne sommes pas intéressés dans la question de l'établissement de conduits souterrains, vu que, en vertu de notre privilège et de notre contrat avec la Ville, nous avons le droit de planter des poteaux et de poser des fils aériens pour notre service de tramways dans les rues de la Ville".

Quant aux fils de "trolley", ils devront être maintenus dans les rues, mais les câbles d'alimentation peuvent être placés sous terre comme cela se fait dans d'autres villes. Dans tous les cas, nous n'avons reçu aucun renseignement de cette compagnie relativement à son système de tramways non plus qu'aucune réponse à nos questions.

*Montreal Light, Heat & Power Co.*

Cette compagnie s'occupe de distribuer la lumière, la chaleur et la force motrice dans la Ville pour tous services publics et privés. Elle n'a actuellement que très peu de conduits souterrains; ses fils aériens sillonnent toute la Ville et sont fixés à des poteaux et aux toits des édifices. Cette compagnie n'a pas encore répondu à nos questions. Nous avons eu avec ses représentants, le 16 septembre, une conférence où la question à l'étude a été discutée d'une manière générale, mais nous ne sommes arrivés à aucun résultat. A cette conférence, la compagnie a promis de nous écrire pour nous faire connaître son opinion, mais elle ne s'est pas encore exécutée, bien que, depuis cette date, elle ait encore promis de nous écrire.

*Service d'alarmes d'incendie et service de patrouille de la police de la Ville de Montréal.*

Ces services, qui appartiennent à la Ville de Montréal, fonctionnent uniquement à l'aide de câbles et de fils simples aériens, fixés aux poteaux des différentes compagnies. Le département dont ils relèvent a répondu à nos questions. Les fils que comprennent ces services n'exigeraient que peu d'espace dans les conduits et pourraient être facilement enfouis.

*Cie d'Electricité Saraguay.*

Cette compagnie, qui distribue l'énergie électrique dans la banlieue et qui se sert exclusivement de fils aériens, n'a pas encore répondu à nos questions. Son réseau, cependant, est peu important à l'heure qu'il est, et d'ailleurs il faut s'occuper tout d'abord des districts centraux.

*Syndicat Robert.*

Ce syndicat, qui a été formé pour distribuer la lumière et la force motrice dans la Ville, n'a pas répondu aux questions que nous lui avons posées. Ce syndicat n'a, dans le moment, aucuns câbles et aucuns fils dans la Ville, et il faudra pourvoir plus tard à ses exigences, probablement en donnant aux conduits une dimension suffisante pour lui permettre, ainsi qu'à toute autre compagnie, de pénétrer dans la Ville.

*Service horaire du McGill.*

C'est là un service horaire peu considérable, pour lequel l'on se sert dans le moment de fils simples fixés aux poteaux de diverses compagnies. Les exigences de ce service se réduisent à très peu de chose et n'ont guère d'importance, actuellement du moins.

**Résumé des constatations faites**

Passant en revue le travail accompli, nous en sommes arrivés à un point où se présentent certaines idées définies, découlant de notre étude de la situation et de nos conférences avec les représentants des compagnies.

Pour la discussion de la question, nous avons divisé les corporations intéressées en deux groupes:

1.—Compagnies exploitant des services de signaux, comprenant les compagnies de téléphone et de télégraphe, les services d'alarmes d'incendie et de patrouille de la police, les services d'alarmes pour protéger la propriété contre les cambrioleurs, contre l'incendie, etc., et tous les autres

trolley wires and a feeder system of heavy cables connected thereto, and suspended from their trolley line polls and other poles. The Company was notified of all meetings and furnished with a copy of the question asked, to which no reply has been received. In answer to a letter from us asking for an interview on this subject, they wrote as follows:

"Replying to yours of the 16th instant, we are not interested in the proposal to place wires underground, as under our franchise and contract with the City, we have the right to erect and maintain poles and wires for the operation of our cars throughout the streets of the City".

As regards the trolley wires, these will have to be maintained on the streets but the feeder systems can be placed underground as is done in other cities. In view of this letter, it is obvious that we have no information from this Company relating to its system or any answers to our questions.

*The Montreal Light, Heat and Power Co.:*

This Company is engaged in distributing light, heat and power throughout the City for all public and private services. Their system is to a very limited extent underground at present; their overhead construction extends throughout the entire City, and is carried on poles and roof structures on buildings. The list of questions sent to this Company has not yet been answered. We had a conference with the Company on September 16th at our request, at which the general subject was discussed, but no results were arrived at. At that conference a letter was promised by the Company setting forth their position toward the scheme. This has not yet been received, although since that date another promise was given that it would be furnished.

*City of Montreal Fire, and Police patrol systems:*

These systems, which belong to the City of Montreal, are confined entirely to fire and alarm and police patrol wires, which are distributed by cable and single wires over the poles of the different companies. This department has furnished us with the answers to our questions. These systems require a limited amount of duct space, and will not present any difficulties in placing underground.

*The Saraguay Electric Company:*

This Company operating in the outlying districts on overhead poles exclusively, has not replied to the questions asked. Its system however is of little importance at the present time, as consideration must be given to the central districts first.

*The Robert Syndicate:*

This Syndicate which has been formed for the distribution of light and power in the City has not replied to the questions asked. They at present have no wires or cables in the City, and their case will have to be dealt with later on, presumably by allowing an increase in the conduit sufficient for the entrance of this or any other Company.

*McGill Time System:*

This is a small time service which is at present operating single wire lines on the poles of other companies. Its demands are exceedingly small and are not of any importance at present.

**Summary of Information**

Reviewing the work done, we have arrived at a point where certain definite ideas present themselves, obtained through our study of the situation and interviews with the companies.

For the purpose of discussing the question, we have divided the Corporations concerned into two groups:

1st.—The signal companies, including telephone, telegraph, fire alarm and police patrol, burglary alarm, sprink-

services où les fils n'ont à transmettre que de faibles voltages.

2.—Compagnies distribuant l'énergie électrique, comprenant toutes les compagnies exploitant des systèmes d'éclairage, de force motrice et de tramways, employant des voltages de 110 en montant: ce que nous pouvons appeler de hauts voltages par comparaison avec ceux que comportent les services de signaux.

a) *Compagnies exploitant des services de signaux.*

En ce qui concerne les compagnies exploitant des services de signaux, nous avons les observations suivantes à faire:

1.—Toutes ces compagnies se sont décarées prêtes à nous fournir les renseignements dont nous aurions besoin et presque toutes l'ont déjà fait.

2.—En ce qui concerne les câbles principaux pour ces compagnies, il n'y aurait aucune difficulté à répondre aux exigences, tant de la Ville que des compagnies.

3.—En ce qui concerne la distribution de l'électricité des conduits principaux aux divers locaux à desservir, il faudra faire une étude approfondie pour déterminer les méthodes qui conviendraient le mieux, tant pour la Ville que pour les compagnies.

4.—A ce sujet, une étude des ruelles devra être faite pour faciliter le transfert des fils des rues principales aux rues en arrière des édifices.

5.—Les compagnies de télégraphe, exploitant des services d'appel dont elles ne retirent aucun revenu, ont surtout insisté sur la question de distribution, vu que les fils de raccordement sont nombreux et sont fréquemment déplacés.

6.—Ces compagnies, et spécialement la Cie de Téléphone Bell, ont des systèmes de conduits souterrains qui pourraient probablement être incorporés en majeure partie, sans trop de difficulté, dans un plan général de distribution qui conviendrait à tous les services de cette catégorie.

Bref, en ce qui concerne les services de signaux, il ne se rencontre aucune difficulté insurmontable, et nous croyons qu'il serait facile de faire, avec ces compagnies, un arrangement satisfaisant, tant pour la Ville que pour elles-mêmes.

b) *Compagnies distribuant l'énergie électrique.*

En ce qui concerne ces compagnies, nous avons les observations suivantes à faire:

1.—Il est nécessaire de placer sous terre les fils dont elles se servent afin de protéger la vie des gens, de diminuer les risques d'incendie et de débarrasser les rues.

2.—Les réseaux des compagnies en question seront beaucoup plus difficiles à enfouir à cause de leur complexité et des hauts voltages qu'ils comportent.

3.—Ces compagnies tiennent la clef de la situation, ayant le plus grand nombre de fils aériens nuisibles dans les rues.

*Cie des Tramways de Montréal.*

La Cie des tramways de Montréal, d'après ce que nous avons pu constater, et comme le fait voir la lettre ci-dessus citée, ne se considère pas tenue de placer ses câbles d'alimentation sous terre. Nous ferons remarquer que les ingénieurs ne veulent nullement que les fils de "trolley" soient enfouis. Il s'agit simplement des câbles d'alimentation, qui sont très nuisibles et qui pourraient probablement être enfouis plus facilement que les câbles d'aucune des compagnies distribuant l'énergie électrique. Cependant, avant d'aller plus loin, il nous faudrait savoir si la Ville peut forcer la Compagnie des Tramways à mettre ses câbles d'alimentation sous terre. Nous demandons, par conséquent, une opinion légale, claire et précise, sur le point que voici:

(a) La Ville a-t-elle le droit d'ordonner à cette compagnie d'enfouir ses câbles d'alimentation?

(b) Dans la négative, quelle loi faudrait-il faire adopter pour lui conférer ce droit?

Voici les raisons pour lesquelles il est absolument nécessaire que ces câbles soient posés dans des conduits souterrains:

1.—Au point de vue esthétique, ils déparent plus que tous autres les rues de la Ville.

ler and call service wires, and all other wires which are operated at a low voltage.

2nd.—Power companies, which include all companies operating systems of light, power and street railway at voltages, in contra-distinction to those used by the signal voltages, in contra-distinction to those used by the signal companies.

a) *Signal companies:*

So far as the signal companies are concerned, we have the following remarks to make:

1.—That all have signified their willingness to supply such information as may be required, and nearly all of them have already done so.

2.—That as regards the main trunk cables for these companies, no difficulty should be found in satisfying both the City and the companies' requirements.

3.—That as regards the distribution from main ducts to various premises, a considerable amount of study will have to be given to determine the best possible methods for both the City and the companies.

4.—That in this connection a study of the lane situation will have to be made to facilitate the removal of services from the main streets to the rear.

5.—Emphasis is specially laid by the telegraph companies operating call services, from which no revenue is returned, upon the question of distribution, as these are numerous and are frequently shifted.

6.—That these companies and especially the Bell Telephone Co. have systems of underground ducts which it is expected can be incorporated in a large part without too great difficulty in a general scheme of distribution suitable for all services in this class.

Summing up the situation as regards the signal systems, there are no insuperable difficulties to be met, and we believe an arrangement could easily be come to with these companies satisfactory both to the City and to themselves.

b) *Power Companies generally*

As regards the power companies, we have the following remarks to make:

1.—It is necessary to place these wires underground for life and fire protection and for the general clearing of the streets.

2.—That these systems will be much more difficult to handle, owing to their complexity, and the high voltages employed.

3.—That these companies hold the key to the situation, operating as they do by far the largest number of objectionable wires in the streets.

*Montreal Street Railway:*

Our investigations have shown that the Montreal Street Railway, as per letter quoted, do not consider themselves subject to the authority of the City Council in ordering feeder cables underground. It should be noted that no idea is entertained by the engineers that the trolley wires should be placed underground, reference being merely to their feeder cables, which are most objectionable and which could probably be the most readily placed underground of any of the power companies' lines. This matter is one with which we cannot deal further, as we are confronted with the question as to what rights the City has over the Railway Company to force their feeders underground. We therefore ask on this point a definite legal opinion as to:

(a) Whether the City has the right to order these feeder cables underground.

(b) If not, what form of legislation can be adopted to obtain this result?

The reasons which render it imperative that these feeder lines be placed underground are as follows:

1.—That from an esthetic point of view they are the most objectionable of any in the City.



2.—Ils gênent les mouvements des pompiers et sont par-tant des plus nuisibles.

3.—L'enfouissement de ces câbles aurait pour effet de protéger les câbles souterrains des autres compagnies.

4.—A moins que ces fils ne soient enlevés et enfouis, il sera excessivement difficile, sinon impossible, d'obtenir la coopération des autres compagnies dans le projet d'établissement de conduits souterrains.

*Note.*—L'enfouissement de ces fils aurait pour résultat immédiat d'améliorer les raccordements de la compagnie des Tramways, ce qui diminuerait les risques d'accidents à ses câbles et à ceux des autres compagnies ainsi que le danger que crée actuellement l'électrolyse des tuyaux à l'eau et à gaz.

#### *Montreal Light, Heat & Power Co.*

La situation, en ce qui concerne la compagnie "Montreal Light, Heat & Power", qui est virtuellement la seule qui distribue la lumière et la force motrice dans la Ville, est très sérieuse.

Cette compagnie, qui a fusionné plusieurs autres compagnies, est celle qui a le plus grand nombre de fils dans les rues. Comme résultat de la fusion de ces compagnies, il existe dans nos rues plusieurs réseaux de fils qui seraient tout à fait inutiles à une compagnie qui exercerait la même industrie, mais qui ne serait pas en butte aux difficultés que rencontre cette compagnie par suite de la multiplicité des systèmes.

Nous avons constaté, au cours de la conférence que nous avons eue avec les représentants de la compagnie, qu'aucun plan d'unification n'a encore été fait, et l'on nous a dit que l'on n'était pas, par conséquent, en position de nous fournir les renseignements demandés et que l'on ne pourrait probablement pas le faire avant longtemps. De plus, cette compagnie paraît croire que la Ville n'a pas le droit de la forcer d'enfouir ses fils et qu'il lui sera loisible, après que la Ville aura construit des conduits souterrains, d'établir ses propres conduits parallèlement à ceux de la municipalité.

Pour ces raisons, nous n'avons pu en arriver à aucune conclusion relativement aux besoins de cette compagnie. La compagnie a suggéré que la Ville établisse un système de conduits pouvant répondre aux exigences de toutes les compagnies; elle louerait ensuite l'espace dont elle aurait besoin dans ces conduits, en se réservant, cependant, le droit de construire ses propres conduits dans les mêmes rues.

Or, cela serait tout à fait contraire au principe que la Ville a adopté de placer tous les fils dans un conduit municipal commun.

La conférence que nous avons eue avec cette compagnie n'a donc eu aucun résultat, si ce n'est de nous convaincre qu'elle entend exercer ses droits, quels qu'ils puissent être.

#### *Autres compagnies distribuant l'énergie électrique.*

En ce qui concerne les autres compagnies distribuant l'énergie électrique, telles que la compagnie "Central Heat, & Power Co.", le syndicat Robert et les autres compagnies qui auraient besoin d'espace dans les conduits, il n'y aurait qu'à donner à ceux-ci une dimension suffisante pour pouvoir faire face à toute éventualité. C'est ce qui devra être fait, dans tous les cas, pour permettre à toute nouvelle compagnie de venir, plus tard, faire concurrence à celles qui desservent la Ville à l'heure qu'il est.

#### **Recommandations.**

L'étude que nous avons faite des conditions existantes nous a mis en mesure de faire certaines recommandations définies pour surmonter les difficultés qui ont été déjà rencontrées et qui sont indiquées dans le présent rapport. Il s'agit surtout de questions de droit, nécessitant un exposé clair et précis de la position relative des compagnies et de la Ville et la rédaction, au besoin, d'une loi pour établir une base sur laquelle le projet d'enfouissement des fils électriques pourra être mis à exécution avec la coopération et le consentement des compagnies, si possible, mais, à défaut d'entente, par contrainte.

Lorsque les points de droit sur lesquels nous attirons votre attention seront étudiés, plusieurs questions, à part celles indiquées ci-dessous, se présenteront sans doute.

2.—From the point of view of interfering with firemen at work, they are among the most objectionable.

3.—Placing these wires underground will be a protection to the proposed underground cables of the other companies.

4.—That unless these wires be removed and placed underground, it will be exceedingly difficult, if not impossible, to obtain the co-operation of the other companies toward the conduit scheme.

*Note.*—The placing of these wires underground would inevitably result in an improvement to the bonding system of the Street Railway, which would lessen danger to their own cables as well as to the cables of others, and in addition very largely diminish the danger at present existing from the electrolysis of water and gas pipes throughout the City.

#### *Montreal Light, Heat & Power Company:*

The situation as regards the Montreal Light, Heat & Power Company, the largest and practically the sole distributor of light and power throughout the City, is the most serious one of all.

This Company, which has amalgamated a number of other companies, has possession of the streets to the largest extent of any. The result of the amalgamation of these companies has been that a number of systems of wiring are in existence in our streets, which would be totally unnecessary for a Company doing the same business but not having to suffer the disabilities under which this Company operates in having a duplication of systems.

We find from our interview with the Company that no scheme of unification of their systems has as yet been made, and the Company states that they are therefore not in a position to furnish us with the information required, nor do they expect to be for some considerable time. Further, they apparently take the position that the City has no right to order them underground, and that they are in a position after the City has constructed its conduits to parallel these at will with their own system.

In view of these facts, we are unable to arrive at any conclusion with regard to the requirements of this Company. The Company has suggested that the City design a system of ducts which it estimates will meet the requirements of all companies, and that they might then select such ducts for rental as they might require, reserving, however, its right to construct its own conduits in the same streets.

This position taken by the Company would entirely invalidate the principle which the City has adopted of placing all wires in a common municipal conduit.

No results therefore have been developed from our interview with this Company beyond making it certain that they will stand upon their legal rights, whatever they may be.

#### *Other power companies:*

As regards the other power companies, such as, the Central Heat, Light & Power Company, The Robert Syndicate, and any other companies which might require accommodation, we feel that this matter can be handled by the City making necessary extra allowances for ducts in the main conduit system. This will have to be done in any case to provide for competitive systems entering the City in the future.

#### **Recommandations.**

Our studies of the existing conditions have placed us in a position to make certain definite recommendations to overcome the difficulties which have already been met and which are indicated in this report. These are chiefly legal matters necessitating a clear statement of the present relative position of the companies and the City, and the formulating and drafting of legislation if necessary, to put the scheme on a basis where it can be carried out with the goodwill and consent of the companies if possible, but if not, then by compulsion.

When a further study is made of the legal points, to which we call your attention later, many other matters than those indicated below will no doubt present themselves. We, however, indicate what at the present time

Nous énumérons, cependant, les points qui nous semblent demander une solution immédiate.

Nous recommandons par conséquent que le Département en Loi nous fournisse un exposé clair et concis de la position de chaque compagnie par rapport à la Ville (principalement en ce qui concerne la question de l'établissement de conduits souterrains), après un examen attentif des chartes, privilèges et contrats de ces compagnies; les points les plus importants à résoudre, d'après ce que nous pouvons voir dans le moment, étant les suivants:

(a) La Cie des Tramways de Montréal a-t-elle raison ou non lorsqu'elle prétend que la Ville n'a pas le droit de la forcer de placer ses fils d'alimentation sous terre?

(b) La "Montreal Light, Heat & Power Co." a-t-elle, comme elle le prétend, le droit de se servir des rues en dépit des règlements municipaux et des amendements à la charte de la Ville, et pourrait-elle, d'après les privilèges qui lui ont été conférés, établir des conduits souterrains pour son propre usage parallèlement à ceux que la Ville aurait construits?

Ces deux points ont une importance vitale et une attention immédiate devrait leur être donnée.

Nous recommandons de plus que le département en Loi fournisse à la Commission Spéciale des Conduites souterraines un exposé précis de la position de la Ville en ce qui concerne les points suivants, avec, si possible, les projets de loi nécessaires pour permettre à la Ville de mettre à effet les recommandations que nous faisons ci-dessous:

1.—Elimination, des amendements à la charte, de la clause autorisant l'établissement de regards séparés. Cela est tout à fait impraticable et a été sans doute suggéré par les compagnies dans le but de rendre le projet irréalisable. La seule chose praticable et nécessaire est la séparation, dans les regards, des fils à basse tension des compagnies exploitant des services de signaux, des fils à haute tension des compagnies distribuant la lumière ou la force motrice ou exploitant des tramways.

2.—La Ville devrait obtenir le droit de forcer les compagnies à fournir à la Commission les renseignements nécessaires pour lui permettre d'établir un système de conduits satisfaisant pour toutes fins quelconques, sous peine des mêmes amendes que celles édictées par les règlements de la ville de Baltimore, qui décrètent que des renseignements complets doivent être fournis sous 60 jours de la date de l'avis donné à cet effet, à défaut de quoi une amende de \$25 est imposée pour chaque jour que l'on a négligé de donner les informations voulues.

3.—La Ville devrait obtenir le droit d'imposer une amende pour les retards apportés à l'installation des câbles dans le conduit municipal ainsi que le droit d'abattre les poteaux dans le cas où les compagnies négligeraient de les enlever après qu'une indemnité raisonnable leur aurait été payée, conformément à l'amendement à la charte de la Ville de Montréal. La ville de Baltimore impose une amende de \$50 pour chaque poteau laissé en place, pour chaque semaine au-delà de 150 jours de la date de l'avis donné aux compagnies d'enfouir leurs fils aériens.

4.—La Ville devrait obtenir le droit de nommer une Commission pour construire les conduits, Commission dans laquelle les compagnies, comme parties intéressées, devraient être conjointement représentées par un ou deux membres. Les compagnies prétendent avec raison qu'étant appelées à payer des redevances sur les montants dépensés, elles devraient avoir des représentants dans la Commission qui serait autorisée à dépenser l'argent et à fixer les redevances à payer pour l'espace occupé par chacune d'elles dans les conduits.

5.—La Ville devrait obtenir le droit de déterminer comment seront installés, entretenus et réparés les câbles appartenant aux diverses compagnies faisant usage des conduits souterrains.

6.—La Ville devrait obtenir le droit (si elle ne l'a pas déjà) de permettre, autant que possible, l'usage des ruelles et des cours pour la pose des fils servant à donner des signaux et à transmettre l'énergie électrique. Cela faciliterait beaucoup l'exécution des travaux et encouragerait les compagnies à accepter sans hésitation le projet qui leur a été soumis. Il serait aussi à propos de faire adopter, si possible ou au besoin, une loi autorisant la pose des fils de distribution sur les édifices dont l'accès serait autrement impossible.

7.—La Ville devrait obtenir, si c'est nécessaire, le droit de permettre la pose des fils de distribution dans les vou-

appear to us to be subjects which should be dealt with in the most clear and concise way.

We would therefore recommend that the Legal Department furnish a clear and concise statement of the position of each Company in its relations to the City, especially with reference to the underground conduit work, all after a careful examination has been made of the charters, franchises and contracts of these companies, the points to be especially kept in mind being as far as can be seen at present the following:

(a) The position of the Montreal Street Railway as set forth in its letters, wherein they state that the City has no power to compel them to place their feeder wires underground.

(b) The position of the Montreal Light, Heat & Power Company and its subsidiary companies as to its contention that it has the right to use the streets in spite of City Ordinances and Amendments to Charter, and that it has the right to parallel, for its own use any municipal conduit which the City may construct.

These two points are of vital importance and should be given immediate attention.

We further recommend that the Legal Department of the City present to the Special Committee on Underground Conduits a definite statement as to the City's position as regards the following, with drafts of necessary legislation if possible, to place the City in a position to meet these requirements:

1st.—Elimination of the separate manhole clause from the Charter Amendment. This is utterly impracticable and was no doubt suggested by the companies with a view to rendering the scheme unworkable. The utmost that is practicable and necessary is the separation in manholes of the low pressure signal companies' wires from those of the high pressure of the power, light and railway companies.

2nd.—Power should be obtained by the City to compel the companies to give the necessary information to the Committee to enable them to provide a commercially satisfactory conduit system for all purposes, under similar penalties as provided for in the ordinances of the City of Baltimore, which call for the furnishing of full and complete information within 60 days from the time of notice, failing which they shall forfeit and pay \$25 per day for each and every day they shall have so remained in default.

3rd.—That power be obtained by the City to impose a penalty for delays in executing the work of installing cables in the municipal conduit, and also covering the authority of the City to cut down poles in the case of non-compliance, after proper compensation has been made for same, as provided for in the Charter Amendment of the City of Montreal. The City of Baltimore provides for a fine of \$50 for each and every pole left standing, for each and every week over and above 150 days from the time of notification to the companies that such overhead construction shall be placed underground.

4th.—The City should obtain the power to appoint a Commission to build the conduits, upon which Commission the companies as interested parties should be jointly represented by one or two members. This representation of the companies has been brought to our notice by them, and they claim fairly that as they will be charged rentals upon the expenditure made, that they should have some representation on the Commission which is empowered to expend the money and to fix the rentals for duct space.

5th.—Power should be obtained by the City to determine and regulate the conditions under which the placing, maintaining and repairing of the cables belonging to the various companies using the underground conduits shall be done.

6th.—Rights should be obtained or enforced by the City to permit as far as possible the use of lanes and courts for the distribution of signal and power wires. This power will greatly facilitate the progress of the work and be an inducement to the companies to enter heartily into the scheme. In connection with the above, it would be advisable to obtain, if possible or necessary, legislation to permit of distributing wires being placed on buildings in restricted blocks, where access is otherwise impossible.

7th.—Power should be obtained, if required, by the City to allow of distributing services being run through vaults

tes ou autres ouvertures déjà louées au-dessous des trottoirs. Cela simplifierait et faciliterait l'installation et la distribution.

8.—Comme certaines compagnies sont obligées, de par leur charte, de fournir des fils de distribution lorsqu'elles sont requises de le faire, la Ville devrait obtenir le droit de forcer ceux qui demandent ces fils d'accepter un raccordement souterrain.

9.—Attendu que certaines compagnies posent des tuyaux à vapeur dans la Ville pour la distribution de la chaleur ou de la force motrice et occupent ainsi un espace précieux dont la Ville pourrait avoir besoin pour ses conduits, le Département en Loi devrait recevoir instruction de constater si cela se fait en vertu de chartes, de privilèges ou de contrats avec la Ville.

Comme certaines compagnies ont demandé la permission d'étendre leurs systèmes actuels de conduits souterrains, nous recommandons que toutes les demandes de ce genre soient renvoyées par la Commission spéciale des Conduits souterrains à la Commission d'ingénieurs, comme nous l'avons déjà suggéré.

Cela empêchera la construction de conduits inutiles et une obstruction possible au système une fois projeté, pour lesquels la Ville aura à payer, en vertu de l'amendement à la charte.

Vu que la loi nécessaire pour forcer les compagnies à enfouir leurs fils ne pourra être adoptée avant quelque temps et attendu, de plus, qu'il est à désirer que les rues soient débarrassées aussitôt que possible des fils qui les encombrant, nous recommandons fortement:

1.—Que les autorités municipales fassent faire les études nécessaires pour leur permettre d'établir un système de conduits dans la Ville.

2.—Qu'elles fassent ensuite préparer les plans et les dessins nécessaires pour la mise à exécution du projet.

3.—Qu'elles fassent construire, immédiatement après, les conduits souterrains, dont l'usage devra être rendu obligatoire, comme le prescrit l'amendement à la charte.

Comme nous avons parlé plus haut du cas de la ville de Baltimore, nous attirons votre attention sur l'appendice au présent rapport, où se trouvent des extraits du rapport de l'ingénieur en chef de la Commission des services électriques pour les années 1898 à 1905, et où sont indiquées les conditions qui existaient avant que des conduits aient été construits dans cette ville ainsi que les mesures prises (sous forme de règlements) pour forcer les compagnies de placer leurs fils dans les conduits municipaux.

En examinant cet appendice, l'on verra que la Ville de Montréal se trouve presque exactement dans la même situation que celle où se trouvait la ville de Baltimore. Lorsqu'on commença à construire des conduits municipaux, il y eut le même empressement de la part des compagnies exploitant des services de signaux à accepter le nouvel ordre de choses et la même répugnance de la part des compagnies distribuant la lumière ou la force motrice ou exploitant des tramways à suivre leur exemple. Il fallut donc user de contrainte contre ces dernières compagnies, comme l'attestent les règlements cités dans l'appendice, et la contrainte sera évidemment tout aussi nécessaire dans le cas de la Ville de Montréal. Par conséquent, nous guidant sur l'expérience de Baltimore, nous recommandons que les pouvoirs nécessaires pour vaincre les difficultés soient obtenues, que l'on fasse faire immédiatement les études et les plans voulus et que l'on procède à la construction des conduits sans retard.

L'on trouvera à la fin de l'appendice quelques photographies des rues de Montréal, telles qu'actuellement encombrées de fils, et qui donnent une bonne idée de la situation.

Le tout respectueusement soumis,

PERCIVAL-W. ST-GEORGE,

BEAUDRY LEMAN,

ROBERT-A. ROSS.

#### APPENDICE

EXTRAITS DU RAPPORT DES INGÉNIEURS DES CONDUITS SOUTERRAINS—VILLE DE BALTIMORE.

En même temps que se poursuivaient les études préliminaires, des renseignements furent demandés aux diverses compagnies ayant des poteaux et des fils aériens dans les

or other openings already rented under sidewalks. This will simplify and facilitate the installation and distribution.

8th.—As certain companies are compelled by their charter to furnish services where required, power should be obtained to compel the users of these services to accept underground connection wherever such underground distribution is stipulated by the City.

9th.—Inasmuch as certain companies are laying steam pipes in the City for the distribution of heat or power and are thereby occupying valuable space which might be needed by the City for conduit purposes, that the Legal Department be instructed to ascertain whether this is being done under authority of charters, franchises or contracts with the City.

Inasmuch as a question has arisen as to the extension of the present underground systems of certain companies, it is recommended that these questions be referred by the Special Committee on Underground conduits to the Committee of Engineers as we have already suggested. This will prevent the construction of undesirable conduits and possible obstruction to the system when completed, for which the City will have to pay under the Charter Amendment.

In view of the delay which will inevitably result in obtaining the necessary legislation to compel the companies to enter into the municipal conduit scheme, and in view also of the urgent necessity that the streets should be cleared from obstructions, we strongly recommend:

1.—That the City proceed with the necessary surveys and investigations to enable them to lay out a comprehensive conduit system for the City;

2.—That they then proceed with the necessary plans and drawings to carry out the scheme;

3.—That they thereafter immediately proceed with the actual construction of the conduits, the use of these conduits to be made compulsory as provided for in the Charter Amendment.

As references have been made in this report to the case of the City of Baltimore, we would call attention to the Appendix inserted at the end of this report in which extracts are made from the report of the chief engineer of the Electrical Commission, for the years 1898 to 1905, in which a history is given of the conditions existing previous to and during the time conduits were being laid in that City, together with a statement of how conditions there were met by certain By-Laws necessary to enforce the City's position in placing all wires in a municipal conduit system.

Upon examining this Appendix it will be seen that an almost exact parallel exists between the City of Montreal and its private corporations and that which existed between the City of Baltimore and its private corporations. When work on the municipal conduit system was commenced there was the same readiness on the part of the signal companies to enter into the scheme, and the same unreadiness of the light, power and railway companies to follow their lead. Compelling legislation was therefore necessary in their case as shown in the Ordinances quoted in the Appendix, and compulsion will evidently be just as necessary in the case of the City of Montreal. We have therefore, following the experience of Baltimore, recommended that the necessary compelling legislation be sought to remove obstruction and that the surveys, plans and construction be proceeded with without delay.

As a matter of interest, we attach in the Appendix some views of the streets of Montreal as at present encumbered with wires.

The whole respectfully submitted.

PERCIVAL W. ST-GEORGE,

BEAUDRY LEMAN,

ROBERT A. ROSS.

#### APPENDIX.

EXTRACTS FROM REPORT OF ENGINEERS OF CONDUITS—CITY OF BALTIMORE.

At the same time that the laying down of working plans was being prosecuted, information was sought of the various companies doing business in the City and using the

rues et qui devaient occuper les conduits une fois qu'ils auraient été construits. L'on rencontra quelques difficultés de ce côté à raison du fait que les compagnies de tramways et d'éclairage électrique étaient sur le point de se fusionner, mais sans avoir établi de plans définis de service et de distribution adaptés à la compagnie consolidée. Comme il y avait deux compagnies de tramways et trois compagnies d'éclairage électrique opérant indépendamment les unes des autres, il était important de savoir ce que se proposait de faire la compagnie qui devait succéder aux autres, avant d'arrêter une ligne de conduite.

Les conditions qui existaient à l'époque où l'on commença à étudier le projet d'enfouissement des fils étaient comme suit:

*Compagnies qui devaient se servir des conduits:*

a) Compagnies de tramways:

- 1.—*Baltimore City Passenger Ry. Co.*
- 2.—*Baltimore Consolidated Ry. Co.*

Ces compagnies avaient succédé aux cinq compagnies de tramways primitives suivantes, qui étaient toutes équipées pour la traction électrique et dont les réseaux avaient été établis et exploités indépendamment, avec usines génératrices et câbles d'alimentation séparés: *Baltimore City Passenger Ry. Co.* et *Central Ry. Co.*; *Baltimore Consolidated Ry. Co.*, et *Central Ry. Co.*; *Baltimore Consolidated Ry. Co.* (*Baltimore Traction Co.*, *City and Suburban Ry. Co.*, *Lake Roland Elevated Ry. Co.*).

Les compagnies qui exploitaient des tramways mais qui n'avaient pas besoin d'espace dans les conduits étaient: la *Baltimore & Northern Co.*, qui obtenait sa force motrice de la "Baltimore City Passenger Ry. Co.", et la "Baltimore, Middle River & Sparrow's Point Ry. Co.", qui ne pénétrait dans la ville que sur une courte distance,—ces compagnies étant alors en négociations pour se fusionner et s'étant depuis réunies ensemble pour former la "United Railways & Electric Co.",

b) Compagnies d'éclairage électrique:

- 1.—*The Brush Electric Company.*
- 2.—*The Edison Electric Company.*
- 3.—*The Northern Electric Company.*

Ces compagnies avaient succédé dans ces dernières années à d'autres compagnies, mais opéraient indépendamment et se servaient de leurs installations aériennes et de leurs usines génératrices primitives, avec les additions que nécessitait de temps à autre le développement de leurs opérations.

Des bruits de fusionnement couraient alors et finalement la "United Electric Light & Power Co." absorba toutes les compagnies en question.

c) Compagnies de téléphone et de télégraphe:

- 1.—*Chesapeake and Potomac Telephone Company of Baltimore City.*
- 2.—*Maryland Telephone and Telegraph Company.*
- 3.—*Postal Telegraph-Cable Company.*
- 4.—*Western Union Telegraph Company.*

En ce qui concerne les câbles d'alimentation des tramways, la distribution du courant aux diverses lignes se faisait sans aucune méthode, par suite du rapide développement de la traction électrique dans les rues de Baltimore. De plus, le déplacement des usines génératrices, qui sont les centres naturels de distribution, était une source de complications. Cela eut naturellement pour effet de bouleverser le système de distribution. Il était donc évident que la construction, par la ville, de conduits souterrains, en permettant de modifier et simplifier le système de distribution de l'énergie électrique, répondait à un besoin urgent et que les câbles d'alimentation qui seront placés dans les compartiments des conduits devront être agencés sans égard aux conditions dans lesquelles les fils d'alimentation aériens sont actuellement installés.

Comme l'ont déclaré les représentants des différentes compagnies de tramways lorsqu'on leur demanda de fournir des renseignements à la Commission, il n'y avait aucun plan défini quant au système définitif de câbles d'alimentation pour la compagnie consolidée, et c'était là un fait notoire. Par le règlement No 108, adopté le 25 août 1898 (voir Appendice), la Commission fut autorisée à enjoindre aux compagnies et aux particuliers, qui devaient

streets for poles and overhead wires, and who were to occupy the conduits when completed. Facility in this part of the work was retarded owing to the fact that the street railway and electric lighting interests were in an advanced stage towards consolidation, but with no definite plans of service and distribution outlined for the consolidated company. It being remembered that there were two street railway and three electric lighting companies operating independently one of the other, it would appear that it was important to know what the plans of the successor company would be before lines could be absolutely determined.

The actual conditions which prevailed at the time of undertaking the design of the conduit system were as follows:

*Prospective tenants of the completed system.*

a) Street Railway Companies:

- 1.—*Baltimore City Passenger Railway Company.*
- 2.—*Baltimore Consolidated Railway Company.*

which were the successors of the following five original street railway companies, all equipped for electric traction, and which had been designed, constructed and operated independently, with independent power stations and feeder lay-outs; *Baltimore City Passenger Railway Company* and *Central Railway Company*; *Baltimore Consolidated Railway Company* (*Baltimore Traction Company*, *City and Suburban Railway Company*, *Lake Roland Elevated Railway Company*).

Those Companies operating on city streets, but without requiring conduit accommodation, were: *Baltimore and Northern*, which secured its power on city streets from the *Baltimore City Passenger Railway Company*, and the *Baltimore, Middle River and Sparrow's Point Railway Company*, which ran but a short distance into the City, these properties being then in negotiation looking to consolidation, and since resulting in the *United Railways and Electric Company*.

b) Electric Light Companies:

- 1.—*The Brush Electric Company.*
- 2.—*The Edison Electric Illuminating Company.*
- 3.—*The Northern Electric Company.*

being the successors within recent years of other companies, but operating independently with original overhead equipment and power stations, with such additions as were occasioned by the exigencies of the increased output.

Rumors of consolidation being then current, since resulting in the *United Electric Light & Power Company* controlling all the properties mentioned.

c) Telephone and Telegraph Companies:

- 1.—*Chesapeake and Potomac Telephone Company of Baltimore City.*
- 2.—*Maryland Telephone and Telegraph Company.*
- 3.—*Postal Telegraph-Cable Company.*
- 4.—*Western Union Telegraph Company.*

In regard to street railway feeders, owing to the rapid development of electric traction on the streets of Baltimore, the distribution of current to the several lines had lost all semblance of a system, still further complicated by re-location of power stations, which are the natural centers of distribution. The effect of this is naturally to distort the system of distribution. It is, therefore, apparent that the opportunity to readjust the system of power distribution by means of the underground conduits built by the City meets a great necessity, and that feeder cables drawn into the ducts of the conduits will be designed without regard to the existing conditions of overhead feeders.

To exhaust this subject, this condition was to be met. As stated by representatives of the different street railway interests, when approached by the Commission on the subject of submitting data, there were no definite plans as to the final system of feeders for the consolidated company, and such was known to be the case. By Ordinance No. 108, of August 25, 1898 (see Appendix), authority was vested in the Commission to require companies and individuals, prospective users and lessees of City conduits, to submit fully and accurately required informa-

se servir des conduits de la ville, de lui fournir des renseignements exacts et complets sous peine d'une amende de \$25 par jour dans le cas où ils négligeraient de ce faire dans les 50 jours de la date de l'avis qui leur serait signifié à cet effet. Il n'y avait, cependant, aucune obligation de la part des compagnies ou personnes soumettant des données d'occuper tous les conduits qui seraient construits d'après les informations qu'elles auraient fournies, ni de payer pour ces conduits.

Dans ces conditions et à la suite des conférences qui avaient eu lieu avec les représentants des diverses compagnies de tramways, vos ingénieurs se trouvaient en mesure de dresser le plan d'un système de conduits convenable et suffisant pour les fils des réseaux de tramways, avec les données qu'ils avaient alors en leur possession, sans attendre des renseignements qui seraient sans aucun doute insuffisants et plus ou moins exacts.

Le projet d'enfouissement des fils des compagnies fournissant la lumière électrique et la force motrice était plus important, mais la difficulté d'obtenir des renseignements et des données était moins grande. Dans ce cas, les conditions étaient plus favorables à l'élaboration d'un plan défini pour la distribution de la lumière et de la force motrice. En effet, les points de service pour la lumière et la force motrice une fois fixés, il ne restait qu'à trouver la méthode la plus efficace et la plus économique pour l'agencement des câbles, et comme le point central de transmission était seul en doute, il ne s'agissait que de déterminer la dimension à donner aux câbles devant alimenter certains centres de service dans un territoire donné. La "Edison Illuminating Co." et "la Brush Electric Co." ont beaucoup aidé la Commission dans cette partie de son travail. Chacune de ces compagnies a engagé un ingénieur expert pour surveiller le tracé de ses lignes d'alimentation et de distribution. Les plans soumis par ces compagnies étaient si complets que leur ensemble constituait un plan de canalisation répondant à tous les besoins pour la distribution de la lumière électrique et de la force motrice.

Sur le plan annexé à l'Appendice sont indiquées les sections alimentées par les divers centres d'où rayonnent les lignes de distribution et de raccordement. Les études faites à ce sujet ont fait ressortir le fait que le centre du service d'éclairage et de force motrice se meut dans la direction nord-ouest, le centre étant actuellement près de l'angle des rues Howard et Lexington.

La Cie de téléphone et de télégraphe du Maryland, qui a succédé à la Cie de téléphone Home et qui doit aussi se servir des conduits, a soumis des plans complets de ses besoins, et a été la première compagnie à demander de l'espace dans les conduits souterrains de la ville. Cette compagnie a prêté son concours à la Commission et, grâce aux conduits construits par la municipalité, elle a épargné la forte dépense qu'il lui aurait fallu faire pour la pose de fils principaux et de distribution aériens, qui autrement auraient été nécessaires.

Quant aux compagnies de télégraphe — la "Postal" et la "Western Union", — elles n'auront besoin de d'un espace relativement minime dans les conduits pour leurs lignes principales et leurs fils de raccordement. Il est à regretter que la Compagnie "Western Union", une fois qu'elle se fût installée dans son nouveau local dans l'édifice de l'Equitable, ait cru devoir poser des câbles aériens, alors que, à sa propre demande, les travaux avaient été poussés, au milieu de graves inconvénients, pour lui permettre d'enfouir ses fils. La ville fit construire des conduits souterrains tout le long du parcours indiqué par cette compagnie plus de deux mois avant qu'elle ait démenagé, et l'on ne voit pas trop pour quelle raison elle a installé des câbles aériens sur une voie publique aussi importante que la rue Calvert, surtout si l'on considère qu'ils devront être enlevés sous peu.

La Cie de téléphone de Chesapeake et de Potomac, la seule autre compagnie se servant de fils qui soit supposée faire déjà usage d'un système de conduits souterrains dans des limites qui, croyait-on, pourraient être couvertes par le réseau des conduits municipaux pendant l'année courante et qui est apparemment exclue des obligations et des avantages que comporte le règlement relatif aux conduits municipaux, a été priée de dire quels étaient les conduits qu'elle avait construits dans ces dernières années. Elle a fourni ce renseignement à la pleine satisfaction de la Commission. Votre ingénieur croit devoir attirer spécialement votre attention sur l'effet et l'influence qu'aura

tion under the penalty of a fine of \$25 per day for failure to comply within sixty (60) days from date of serving notice. There was, however, no obligation on the part of the company or person submitting data to occupy and pay for all conduits which would be built in accordance with their information and data.

In view of all this and the verbal consultations which were had from time to time with the representatives of the several street railway companies, and in connection with the fact that to properly design a conduit system of the magnitude and importance of the one under consideration, your engineering staff should be competent to lay out a proper and sufficient amount of conduit for a street railway system with the data then in hand, without waiting for information which, at best, was sure to be insufficient and questionable.

Of much greater importance, but without the same difficulties as to obtaining information and data, was the design from the standpoint of the electric light and power companies. In this case the conditions were more favorable to the predetermination of a definite scheme for electric light and power distribution and service. In this case the points of service for light and power being fixed, only the most economical and efficient method of designing the cable system was to be decided upon, and the central point of transmission only being in doubt, affected merely the size of lines to feed certain centers of service in any given territory. In this much assistance was rendered by the Edison Electric Illuminating Company and the Brush Electric Company, each of which employed a skilled engineer to supervise the laying out of its lines for feeders and distribution. So thorough were the plans submitted by these companies that a consolidation of them evolved a comprehensive scheme for electric light and power distribution.

On the plan shown in Appendix are given the sections fed by the several centers from which radiate the lines for distribution and house service. The investigation of this subject developed the fact that the center of light and power service is moving in a northwesterly direction, the center at present being near the corner of Howard and Lexington streets.

As to the remaining prospective users of the conduit system, the Maryland Telephone and Telegraph Company, which succeeds the Home Telephone Company, submitted complete plans of its requirements, and was the first company to make application for underground accommodation in the City conduits. The co-operation of this Company with the work of the Commission has been gratifying, and owing to the construction of these conduits by the City they have been saved great outlay in the equipment of trunk and distributing lines over pole routes, which otherwise would have been necessary.

As to the telegraph companies, the Postal and Western Union, their prospective occupation of the conduits is relatively small for trunk lines as well as for house-to-house service of any nature. It is a matter of regret that the Western Union Company, in the occupancy of its new quarters in the Equitable Building, when installing new cables should have run them overhead, when at their own request work was pushed at no little inconvenience to give them underground accommodation. The City conduits were completed along the entire route indicated by them more than two months before occupying their new quarters, and the reason is not apparent that impelled them to run overhead cables on such an important thoroughfare as Calvert street when they will be required to be removed after only a short term of service.

The one remaining wire-using company, the Chesapeake and Potomac Telephone Company, being already supposedly operating through an underground conduit system, within limits which it was estimated could be covered by the municipal conduit system in the current year, and being apparently excluded from the obligations and benefits of the "Municipal Conduit Ordinance", were requested to furnish data of what underground conduits had been constructed by them in years gone by. This was done by them to the full satisfaction of this office. Your Engineer begs to direct your special attention to the effect

l'établissement de nouveaux conduits souterrains par cette compagnie sur les améliorations publiques actuellement en voie d'exécution ou en projet et qui sont indiquées au long dans une autre partie du présent rapport.

\* \* \*

RÈGLEMENT ORDONNANT L'ENFOUISSEMENT DE TOUS LES FILS (EXCEPTÉ CEUX DES "TROLLEYS")—VILLE DE BALTIMORE.

Règlement No 106

*Règlement ordonnant l'enfouissement de tous les fils de télégraphe, de téléphone, d'éclairage électrique, d'alimentation et autres (excepté ceux des "trolleys").*

Le Maire et le Conseil de Ville de Baltimore décrètent ce qui suit:

Sect. 1.—Il est par les présentes enjoint à toutes les corporations et à tous les particuliers possédant ou employant des fils aériens dans la ville de Baltimore de placer lesdits fils sous terre, conformément aux statuts de l'Assemblée Législative du Maryland adoptés en 1892, chapitre 200, lorsqu'ils seront requis de ce faire par la Commission des services électriques de la ville de Baltimore, dans les rues ou districts, à l'époque et de la manière prescrits par ladite Commission.

Sect. 2.—Lesdites corporations ou particuliers qui négligeront de se conformer à l'ordre qui leur aura été donné par la Commission des services électriques de placer leurs fils sous terre dans un délai de 150 jours de la date de l'avis qui leur aura été transmis à cet effet et qui sera signifié au président ou au gérant ou aux autres représentants légaux desdites corporations ou aux particuliers ou aux représentants des particuliers possédant ou employant des fils aériens, seront passibles d'une amende de \$50 pour chaque poteau qui sera laissé en place, pour chaque semaine au delà des 150 jours ci-dessus spécifiés; ladite amende devant être perçue comme le sont les autres amendes pour violation des règlements de la ville.

Sect. 3.—Il est par les présentes ordonné à ladite Commission des services électriques d'abattre et enlever les poteaux et de faire disparaître les fils de toute corporation ou particulier qui aura négligé de se conformer à l'avis de ladite Commission dans les 178 jours de la date de la signification dudit avis.

Sect. 4.—Le présent règlement entrera en vigueur le jour de son adoption.

Approuvé, 25 août 1898.

(Signé) Wm. T. MALSTER,  
Maire.

\* \* \*

RÈGLEMENT POURVOYANT A CE QUE DES DONNÉES SOIENT FOURNIES A LA COMMISSION DES SERVICES ÉLECTRIQUES PAR LES DIFFÉRENTES COMPAGNIES AYANT DES POTEAUX ET DES FILS AÉRIENS DANS LA VILLE DE BALTIMORE—

Règlement No 108

*Règlement pourvoyant à ce que les différentes compagnies possédant et employant des fils aériens dans la ville de Baltimore fournissent à la Commission des services électriques des renseignements concernant le nombre et la nature des circuits électriques dont elles se servent.*

Le Maire et le Conseil de Ville de Baltimore décrètent ce qui suit:

Au fur et à mesure que la Commission des services électriques en arrivera à une décision quant aux rues et ruelles où devront être construits des conduits souterrains, il sera signifié au président ou au gérant général de chacune des compagnies de télégraphe, de téléphone, d'éclairage électrique, de tramways et des autres compagnies possédant ou employant des fils aériens de quelque genre que ce soit sur telles rues ou ruelles un avis, qui devra être signé par le maire, enjoignant à ces compagnies de fournir à la Commission des services électriques un état détaillé ou des dessins et des plans, ou les deux, indiquant clairement les fils dont elles se servent (à l'exclusion des fils de "trolleys") sur telles rues et ruelles, la dimension desdits fils, les points de distribution, la situation de tou-

and influence of future underground conduit work by this Company upon public improvements at present under construction and in contemplation, stated at more length in another section this report.

\* \* \*

ORDINANCE TO REQUIRE ALL WIRES (EXCEPT TROLLEY) TO BE PLACED UNDERGROUND—CITY OF BALTIMORE.

Ordinance No. 106.

*An ordinance to require all telegraph, telephone, electric light, feed and other (except trolley) wires to be placed underground.*

Section 1.—Be it ordained by the mayor and City Council of Baltimore, that all corporations or individuals owning or operating overhead wires within the City of Baltimore be and are hereby directed to place their wires underground in accordance with the Acts of 1892, when ordered so to do by the Electrical Commission of the City of Baltimore in such streets or districts, at such time and in such manner as may be prescribed by said Commission.

Section 2.—And it be further ordained, that the said corporations or individuals failing to comply with the order of the Electrical Commission to place their wires underground within one hundred and fifty days from the time of said notification, to be served on the President or Manager or other legal representatives of said corporations, or on the individuals or representatives of individuals owning or operating overhead wires, shall be subject to a fine of fifty (50) dollars for each and every pole left standing for each and every week over and above the one hundred and fifty (150) days above specified; said fines to be collected as other fines for the violation of City ordinances.

Section 3.—And be it further ordained, that the said Electrical Commission be and it is hereby directed to chop or saw down and remove the poles and wires of any corporation or individual failing to comply with the notification of said Commission within one hundred and seventy-eight (178) days from the time of serving said notice.

Section 4.—And be it further ordained, that this ordinance shall take effect from the date of its passage.

Approved, August 25th, 1898.

(Signed) Wm. T. MALSTER,  
Mayor.

\* \* \*

ORDINANCE TO PROVIDE FOR THE FURNISHING TO THE ELECTRICAL COMMISSION OF DATA BY THE DIFFERENT COMPANIES MAINTAINING POLES AND OVERHEAD WIRES IN THE CITY OF BALTIMORE.

Ordinance No. 108.

*An ordinance to provide for furnishing the Electrical Commission by the different companies owning and maintaining overhead wires in the City of Baltimore with information in regard to the number and character of the electrical circuits in use by such companies.*

Be it ordained by the mayor and city council of Baltimore, that as fast as the Electrical Commission shall decide upon the streets and alleys of the City through which they propose to construct the subways, there shall be served upon the President or General Manager of each and every telegraph, telephone, electric light, street railroad and other companies having or maintaining overhead wires of any description on the streets or alleys so determined on a notice, to be signed by the mayor, requiring such companies to furnish to the Electrical Commission a detailed statement or drawings and plans, or both, showing clearly the wires they propose to use (exclusive of trolley wires) on such streets and alleys, with the size of said wires, the points of distribution and the location of all City lamps, dwellings, stores or other places supplied with electric current by said wires, and the character of

tes les lampes de la ville, et de tous les logements, magasins et autres locaux pourvus d'énergie électrique par lesdits fils et la nature du service donné, ainsi que tous autres renseignements que la Commission des services électriques jugera nécessaires pour lui permettre d'atteindre le but pour lequel elle a été créée, et chacune desdites compagnies qui négligera de fournir, d'une manière complète et exacte, les renseignements ci-dessus dans les 60 jours de la date de l'avis susdit, sera passible d'une amende de \$25 pour chaque jour qu'elle aura ainsi négligé de donner les informations voulues; ladite amende devant être recouvrée comme le sont les autres amendes pour violation des règlements municipaux.

(Signé) Wm.-T. MALSTER,  
Maire.

\* \* \*

ATTITUDE DE LA "MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER Co," ET  
INTENTION DE LA "MONTREAL ELECTRIC LIGHT Co."

Montréal, 29 septembre 1908.

M. R. A. ROSS,

Président de la Commission d'ingénieurs nommée  
pour étudier la question de l'établissement de conduits souterrains.

Hôtel de Ville, Montréal.

Cher monsieur,

Nous avons reçu votre circulaire du 4 août au sujet du projet d'enfouissement des fils électriques.

D'après ce que nous vous avons dit lors des conférences que nous avons eues ensemble sur cette question, vous devez comprendre qu'il nous est impossible de répondre en détail aux questions posées.

En réponse aux questions 1 et 2, nous vous transmettons sous ce pli des plans indiquant les endroits où nous avons des conduits souterrains.

Question 3.—Nous avons cessé de construire des conduits souterrains pour cette année.

Question 4.—Il n'y en a pas, que nous sachions.

Question 5.—Comme nous vous le disions lors de notre dernière entrevue, par suite de la fusion des diverses compagnies fournissant la lumière électrique et la force motrice dans la Ville, nous employons maintenant des courants de 250 volts, 500 volts (courants directs), 100 volts à une seule phase, 63 cycles, 100 volts à 2 phases et 100 volts à 3 phases, 2200 volts à 2 phases et 2300 volts à 3 phases.

Lors de la fusion des compagnies, l'énergie électrique pour l'éclairage des rues et des édifices provenait presque entièrement de deux stations auxiliaires centrales. Au cours des quatre dernières années, nous avons établi des stations de distribution dans les quartiers excentriques et nous avons modifié notre système de façon que tout le service de distribution dans ces quartiers fût concentré dans les stations en question, l'énergie électrique y étant transmise par des câbles souterrains. Nous avons construit plusieurs conduits souterrains dans ce but et nous sommes à installer d'autres câbles avec le même objet en vue.

En ce qui concerne le district dans le bas de la Ville, où le besoin de conduits souterrains se fait le plus sentir, il nous sera impossible de dire quels seront nos besoins avant que nous ayons consolidé les divers systèmes en un seul ou, tout au plus, en deux systèmes de distribution à basse tension.

Nous avons des ingénieurs qui étudient actuellement la question, et aussitôt que nous aurons terminé nos calculs et que nous aurons arrêté un plan pour notre réseau de fils de distribution, nous nous ferons un plaisir de vous indiquer ce qu'il nous faudrait en fait de conduits. Cela n'engage pas, cependant, notre compagnie à accepter le projet d'établissement de conduits communs, car nous ne savons pas encore quels seront nos besoins futurs. Si, par exemple, nous décidions de distribuer l'énergie électrique dans le district du bas de la Ville au moyen du système du "tube d'Edison" à basse tension, il est évident que nous n'aurions guère besoin de conduits.

Il nous semble qu'il n'y a aucune nécessité pour votre Commission d'attendre ces renseignements. Je crois que votre Commission (si vous voulez bien me permettre de

such service, and such other information with regard to the same as the Electrical Commission may consider requisite to enable it to carry out the purpose of its creation, and each of said companies which shall fail to furnish fully and accurately the above information within sixty (60) days from the time of such notice shall forfeit and pay a fine of twenty-five dollars (\$25) a day for each and every day they shall so remain in default; said fines to be collected as other fines for the violation of City ordinances are collected.

(Signed) Wm. T. MALSTER,  
Mayor.

\* \* \*

ATTITUDE OF THE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER Co, AND  
INTENTION OF THE MONTREAL ELECTRIC LIGHT Co.

Montreal, September 29th, 1908.

R. A. ROSS, Esq.,

Chairman, Committee of Engineers re Conduits,

City Hall, Montreal.

Dear Sir:

Replying to your circular letter of August 4th, *re* conduits, and in further reference to the interview that we have had on the subject from time to time, we incline to the opinion that we have convinced you of the impracticability of our replying to the questions submitted in detail.

In answer to questions 1 and 2, we are sending herewith plans showing the street locations of our underground system, which will dispose of these two.

Question 3.—We have stopped laying any further conduits for this year.

Question 4.—We do not know of any.

Question 5.—As we stated at our last interview, owing to the consolidation of the several different electric lighting and power companies in this City, we now operate 250 volts, 500 volts direct current, 100 volts single phase, 63 cycles, 100 volts 2 phase and 100 volts 3 phase, 2200 volts 2 phase and 2300 volts 3 phase.

At the time of the consolidation of the several companies, the commercial and street lighting system was operated almost entirely from 2 central sub-stations. During the past 4 years, we have built distributing stations in the outlying districts and we have been changing our system so that all business in the outlying districts will be distributed from these sub-stations, the power being transmitted to them by underground cables. We have built considerable underground conduit for this purpose, and are still installing cables with the object of completing this arrangement.

With respect to the down-town district, where the underground system is more urgently demanded, it will be impossible for us to say what our requirements will be until such time as we have consolidated the various systems into one or, at the outside, two low pressure distributing systems.

We have a staff of Engineers working on this matter and as soon as we have completed our calculations and have formed a plan for our distributing net work, we will be very glad to discuss with you the further question of conduit requirements. This, however, does not commit this Company to enter into any combination conduit system, as we do not know what our ultimate requirements will be. Suppose for instance we should decide to distribute our low pressure service in the down-town district by means of the low-pressure "Edison Tube" system, you can readily see that, in this event, we would have little or no use for conduit.

It seems to us that there is no necessity for keeping your Committee back waiting for this information. I think if we might be allowed to offer a suggestion at all, that if your Committee could decide upon certain streets

faire une suggestion) devrait choisir certaines rues où seraient construits des conduits souterrains, tant pour la transmission que pour la distribution de l'énergie électrique, en séparant entièrement les compagnies fournissant la lumière électrique et la force motrice des compagnies de télégraphe et de téléphone et du service d'alarmes d'incendie et en les pourvoyant de regards séparés. Vous devriez aussi résoudre le problème de la transformation des courants à basse tension en courants à haute tension et suggérer quelque plan pour l'installation de transformateurs.

Lorsque vous aurez arrêté un plan définitif, nous nous ferons un plaisir de discuter la question plus à fond avec vous et de vous exposer les objections que nous pourrions avoir à votre projet; mais je crois que des renseignements aussi complets que possible devraient être fournis aux compagnies. On devrait leur dire, par exemple, quelle sera la redevance que l'on exigera, comment et aux frais de qui seront effectués les raccordements avec les locaux à desservir et comment se fera l'éclairage des rues.

Votre tout dévoué,

THE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER Co.,

(Signé) W.-McLEA WALBANK,  
1er vice-président et ingénieur en chef.

\* \* \*

80 rue St-François-Xavier,

Montréal, 10 octobre 1908.

M. l'échevin L.-A. Lapointe,  
Hôtel de Ville,  
Montréal.

Cher monsieur,

Depuis que nous vous avons envoyé notre rapport sur la question de l'établissement de conduits souterrains, en date du 8 octobre, nous avons reçu hier de la Cie "M. L. H. & P.", une lettre datée du 29 septembre, dont vous trouverez une copie ci-inclus. Nous ignorions l'existence de cette lettre au moment où notre rapport fut rédigé, mais elle avait tout probablement été transmise à l'hôtel de ville et ne nous a été envoyée qu'au retour de M. Crépeau.

Vous remarquerez qu'elle corrobore absolument ce que nous disons dans notre rapport relativement à l'attitude de cette compagnie.

En justice pour la Cie "M. L. H. & P.", j'ai cru devoir vous communiquer la lettre en question afin qu'elle soit lue en même temps que le rapport.

Je vous transmets aussi sous ce pli une copie d'une lettre reçue de la Compagnie "Montreal Electric Light" signifiant son intention de se servir des rues de la Ville pour transmettre et distribuer l'énergie électrique. Nous n'avons eu aucune communication avec cette compagnie vu que nous ne savions pas qu'elle existât, mais elle a apparemment répondu à l'avis publié dans la presse.

Votre tout dévoué,

(Signé), ROBERT-A. ROSS,  
Pour la Commission d'ingénieurs.

\* \* \*

Montréal, 28 septembre 1908.

L'honorable L.-O. David,  
Greffier de la Ville,  
Montréal.

Cher monsieur,

Après avoir pris communication de l'avis public publié dans la "Gazette" du 25 septembre 1908, au sujet de la construction de conduits souterrains, nous vous donnons avis que notre compagnie a l'intention de se servir des rues de la Ville pour transmettre et distribuer l'énergie électrique pour l'éclairage, le chauffage et les fins industrielles.

Votre bien dévoué,

MONTREAL ELECTRIC LIGHT Co.,

(Signé), H.-E. VIPOND,  
Secrétaire-Trésorier.

for the application of underground system, and laying out the system they propose, both for transmission and distribution, separating the power and light companies entirely from the telegraph, telephone and fire alarm system, say, one to each side of the street, and so far as the light and power companies are concerned, they should be provided with separate manholes. You should also solve the problem of transforming the high from the low tension, and in this case recommend some scheme for placing of transformers.

When you have decided on some such scheme as this, we will be glad to discuss the matter further with you and point out the objections, if any, that we may have to your proposed system, but I think the fullest information possible should be supplied the companies, such as the rental to be charged, how the connections will be made between the customer and the Company, and at whose expense, and how will the street lighting be taken care of.

Yours very truly,

THE MONTREAL LIGHT, HEAT & POWER Co.,

(Signed) W. McLEA WALBANK,  
First vice-president and chief engineer.

\* \* \*

80 St. François Xavier St.

Montreal, October 10th, 1908.

Alderman L. A. Lapointe,  
City Hall,  
Montreal.

Dear Sir:

Since sending you our report on the Underground Conduit question dated October 8th, we have received yesterday a letter from the Montreal Light, Heat & Power Co., bearing date of September 29th, copy of which we enclose. We had no knowledge of this letter at the time our report was written, but it was presumably at the City Hall and only sent to us upon Mr. Crépeau's return.

You will note that it bears out very exactly our interpretation of the results of the meeting as set forth in the report itself.

In justice to the Montreal Light, Heat & Power Co., we feel that you should have this in your possession to be read in conjunction with the report.

We also enclose you copy of letter received from the Montreal Electric Light Co., stating that they also expect to be in the field. We had no communication with this Company as we do not know who they are, but they have replied apparently to the advertisement.

Yours very truly,

ROBERT A. ROSS,  
For Committee of Engineers.

\* \* \*

Montreal, September 28th, 1908.

The Honorable L. O. David,  
City Clerk,  
City.

Dear Sir:

Referring to the public notice which appears in the "Gazette" of September 25th, 1908, re construction of underground conduits, we beg to notify you that it is the intention of this Company to use the City streets for transmitting and distributing electric current for the purposes of light, heat and power.

Yours truly,

MONTREAL ELECTRIC LIGHT Co.,

(Signed) H. E. VIPOND,  
Secretary-Treasurer.



# DELIBERATIONS

## COMMISSION DE LA VOIRIE

Compte rendu de l'assemblée ajournée du 23 octobre

Sont présents: MM. les échevins Larivière, président, N. Lapointe, Leclaire, Bumbray, O'Connell, Duquette et Ward.

### REQUETES, ETC.

1.—M. l'échevin L'Espérance se présente devant la Commission à l'appui d'une lettre de M. le curé A.-J.-N. Morin qui demande la construction immédiate de trottoirs dans les rues Dufferin, Boyer et Saint-André, depuis la rue St-Zotique jusqu'à la rue Beaubien, là où il n'existe actuellement aucun trottoir.

Sur proposition de M. l'échevin Duquette, il est

*Résolu:* De renvoyer ladite lettre à l'inspecteur de la Ville avec prière de faire ce qu'il pourra pour se rendre aux désirs de M. le curé A.-J.-N. Morin.

2.—De M. Jos. Fortier, demandant que la désignation du lot No 211 du cadastre de la Côte Visitation, dans un acte passé devant Mre G. Mayrand, notaire, le 9 septembre 1906, soit amendée suivant la description contenue dans le projet d'acte produit, vu qu'il y a erreur dans la description dudit lot.

*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant que la description dudit lot soit amendée en conséquence.

3.—*Résolu:* Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à acheter la quantité de blocs de briques Metropolitan et Logan qu'il pourra requérir pour l'exécution des travaux permanents.

4.—*Résolu:* Que l'inspecteur de la Ville soit autorisé à se servir de blocs de granit pour le pavage de l'intersection de la rue Sainte-Catherine et de l'avenue Atwater, et pour le pavage de la rue Guy, depuis la rue Saint-Jacques jusqu'à la voie du Grand-Tronc.

5.—*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant que le rapport adopté par le Conseil, le 15 juin dernier, soit amendé en substituant des blocs de granit aux blocs de scorie dans la confection du pavage permanent de la rue Charlevoix, depuis la rue du Grand-Tronc jusqu'à la rue des Manufactures.

6.—*Résolu:* De prier l'inspecteur de la Ville de préparer, pour la prochaine assemblée, un estimé du coût des trottoirs devant être construits dans le quartier Saint-Gabriel, dont le coût total ne devra pas excéder \$4,700.

7.—*Résolu:* De prier l'inspecteur de la Ville de préparer un estimé du coût de la confection d'un égout en brique dans la rue Tupper, pour remplacer l'égout en tuile de ladite rue, lequel est en mauvais état.

### RAPPORTS

8.—De l'inspecteur de la Ville, au sujet d'un drain demandé dans la rue Sherbrooke, vis-à-vis de la ferme des Sulpiciens, à l'effet de raccorder l'égout de l'avenue Atwater afin d'égoutter les eaux provenant d'un fossé de la ferme des Sulpiciens.

*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant d'affecter un crédit de \$552 au paiement du coût de la confection d'un drain dans la rue Sherbrooke, à partir de la ferme des Sulpiciens jusqu'à l'avenue Atwater.

10.—Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

*Résolu:* Que la Commission de l'Aqueduc soit priée de faire poser les tuyaux à l'eau requis dans les rues ci-dessous mentionnées, aussitôt que possible, afin que le pavage

## ROAD COMMITTEE

Report of adjourned meeting held on the 23rd of October.

Present: Ald. Larivière, chairman, N. Lapointe, Leclaire, Bumbray, O'Connell, Duquette and Ward.

### PETITIONS, ETC.

1.—Alderman L'Espérance appeared before the Committee in support of a letter from Revd. A. J. N. Morin, asking that sidewalks be constructed without delay in Dufferin, Boyer and St. André streets, from St. Zotique to Beaubien streets, where none exist at present.

On motion of Ald. Duquette, it was

*Resolved:* That the said letter be referred to the City surveyor with instructions to do what he could to meet the wishes of Revd. A. J. N. Morin in the matter.

2.—From Mr. Jos. Fortier, asking that the description of lot cad. 211 of Côte Visitation, which appears in deed passed before notary G. Mayrand, on the 9th of September, 1906, be amended in accordance with the description contained in the accompanying draft of deed, as the aforesaid description is incorrect:

*Resolved:* That a report be submitted to Council recommending that the description of the said lot be amended accordingly.

3.—*Resolved:* That the City surveyor be authorized to purchase whatever quantities of Metropolitan and Logan brick blocks that may be required for the execution of permanent works.

4.—*Resolved:* That the City surveyor be authorized to use granite blocks for paving the intersection of Ste. Catherine street and Atwater avenue, and for the paving of Guy street, from St. James street to the G. T. R. track.

5.—*Resolved:* That a report be made to Council recommending that the report adopted by Council, on the 16th of June last be amended by substituting granite for scoria blocks in the construction of the permanent pavement in Charlevoix street, from Grand Trunk to Manufacturers streets.

6.—*Resolved:* That the City surveyor be instructed to submit for next meeting estimates for flagstone sidewalks to be constructed in St. Gabriel ward, the total of which is not to exceed the sum of \$4,700.

7.—*Resolved:* That the City surveyor be instructed to submit an estimate of the cost of constructing a 3' x 2' brick sewer in Tupper street, to replace the existing tile drain in said street, which is defective.

### REPORTS.

8.—From the City surveyor, anent the need of a drain on Sherbrooke street, from opposite the Priests' Farm, to connect with the Atwater avenue sewer, to drain the water flowing from a ditch at the Priests' Farm.

9.—*Resolved:* That a report be made to Council recommending that the sum of \$552 be voted to defray the cost of constructing a drain on Sherbrooke street, from opposite the Priests' Farm to Atwater avenue.

10.—On motion of Ald. Ward, it was

*Resolved:* That the Water Committee be requested to cause the water pipes that may be required in the under-mentioned streets, to be laid as early as possible, in order

desdites rues ne soit pas de ce fait retardé l'année prochaine:

Dans les rues LaMontagne, DuFort, McKay, Drummond, Stanley, Mansfield, Lagachetière, Cathcart, Saint-Alexandre et Saint-Charles-Borromée.

*Ajournement.*

THOS.-P. MAZURETTE,  
*Secrétaire intérimaire.*

that the paving of the same next year will not be deferred on this account:

Mountain, Fort, Mackay, Drummond, Stanley, Mansfield, Lagachetière, Cathcart, St. Alexander and St. Charles-Borromée streets.

*Adjourned.*

THOS.-P. MAZURETTE,  
*Acting secretary.*

## COMMISSION D'HYGIENE ET DE STATISTIQUES

*Compte rendu de l'assemblée du 23 octobre.*

Sont présents: MM. les échevins Dagenais, président, Lévesque, Mount, Marin, O'Connell, David et Gallery.

1.—La Commission étudié la question de la nomination de médecins de districts et la question de l'inspection médicale des écoles.

MM. les échevins Carter et Ward se présentent devant la Commission, à l'effet d'insister sur la nomination d'un plus grand nombre de médecins protestants dans le personnel des médecins de districts.

Il est aussi

*Résolu*: D'accepter la résignation du docteur Geo.-E. Cartier, et que la doctoresse Marion Hansford soit nommée pour le remplacer.

Il est aussi

*Résolu*: Que les docteurs Philimore, Scanlan, Desmarais, Bourdeau, Richer, Bibaud, Ranger, Cousineau, DeGrandpré, Malouf, Hansford et E. Gagnier soient nommés médecins de districts avec salaire de \$1,200 par année, pour une période de deux mois, et qu'ils commencent leur travail le 1er novembre prochain.

Sur proposition de M. l'échevin O'Connell, il est aussi

*Résolu*: Que les docteurs Lavigne et Guilbault soient nommés membres du personnel des médecins de districts.

Il est aussi

*Résolu*: De révoquer la résolution adoptée à la dernière assemblée *re* nomination des doctoresse Hansford et McDonald.

Il est aussi

*Résolu*: Que la doctoresse Helen McDonald soit de nouveau nommée à sa première position d'inspectrice des écoles avec salaire de \$20 par mois.

Il est aussi

*Résolu*: Que lesdits inspecteurs médicaux soient nommés pour les districts suivants:

- District No 1, docteur Desmarais.
- District No 2, docteur Ranger.
- District No 3, docteur E. Gagnier.
- District No 4, docteur Guilbault.
- District No 5, docteur DeGrandpré.
- District No 6 docteur Philimore.
- District No 7, docteur Richer.
- District No 8, docteur Bibaud.
- District No 9, docteur Malouf.
- District No 10, docteur Hansford.
- District No 11, docteur Scanlan.
- District No 12, docteur Bourdeau.
- District No 13, docteur Cousineau.
- District No 14, docteur Lavigne.

Sur proposition de M. l'échevin Lévesque, il est aussi

*Résolu*: Que M. P.-G. Mount, opticien, soit nommé opticien chargé d'examiner la vue des élèves présentant des cartes de la part des médecins de districts, avec salaire de \$50 par mois, pour deux mois, à compter du 1er novembre prochain.

2.—Sont reçus les soumissions suivantes pour réparations au toit du bain Gallery; L. Keegan, \$465, et Ludovic Langevin, \$550.

## HYGIENE AND STATISTICS COMMITTEE

*Report of lecting held the 23rd of October.*

Present: Aldermen Dagenais, chairman, Lévesque, Mount, Marin, O'Connell, David and Gallery.

1.—The meeting proceeded to consider the question of the appointment of district physicians and the medical inspection of schools.

Aldermen Carter and Ward appeared before the meeting to urge that a greater number of Protestant physicians be placed upon the staff of district physicians.

It was also

*Resolved*: That the resignation of Dr. Geo. E. Cartier be accepted; and that Dr. Marion Hansford be appointed to replace him.

It was also

*Resolved*: That Drs. Philimore, Scanlan, Desmarais, Bourdeau, Richer, Bibaud, Ranger, Cousineau, DeGrandpré, Malouf, Hansford and E. Gagnier be appointed district physicians at a salary of \$1,200 per annum for a period of two months, and that they begin work on the 1st of November next.

On motion of Alderman O'Connell, it was also

*Resolved*: That Drs. Lavigne and Guilbault be appointed members of the staff of district physicians.

It was also

*Resolved*: That the resolution *re* appointment of Drs. Hansford and McDonald adopted at last meeting be rescinded.

It was also

*Resolved*: That Dr. Helen McDonald be reappointed to her former position as medical school inspector at a salary of \$20 per month.

It was also

*Resolved*: That the medical inspectors be appointed to the following districts:

- District No. 1—Dr. Desmarais.
- District No. 2—Dr. Ranger.
- District No. 3—Dr. E. Gagnier.
- District No. 4—Dr. Guilbault.
- District No. 5—Dr. DeGrandpré.
- District No. 6—Dr. Philimore.
- District No. 7—Dr. Richer.
- District No. 8—Dr. Bibaud.
- District No. 9—Dr. Malouf.
- District No. 10—Dr. Hansford.
- District No. 11—Dr. Scanlan.
- District No. 12—Dr. Bourdeau.
- District No. 13—Dr. Cousineau.
- District No. 14—Dr. Lavigne.

On motion of Alderman Lévesque, it was also

*Resolved*: That Mr. P. G. Mount, optician, be appointed optician to examine the eyes of scholars presenting cards to be received from the district physicians, that his salary be \$50 per month, for two months, counting from the 1st Nov. next.

2.—The following tenders were received for repairs to the roof of the Gallery bath, L. Keegan, \$465, and Ludovic Langevin, \$550.

*Résolu:* D'accepter la soumission de M. L. Keegan, la plus basse, et de lui adjuger l'entreprise.

3.—*Résolu:* Le docteur J.-E. Laberge ayant présenté un rapport constatant que les hôpitaux généraux indiquent le domicile des malades au lieu des endroits d'où proviennent les cas de fièvre typhoïde et où ils ont contracté la maladie, et que quelques-uns de ces malades ont refusé de dire où ils ont contracté la maladie, qu'il reçoive instruction de poursuivre une des personnes qui ont refusé de faire cette déclaration, afin d'obtenir une décision judiciaire.

4.—*Résolu:* De prier le docteur J.-E. Laberge de préparer un rapport indiquant la proportion des élèves protestants qui fréquentent les écoles.

5.—*Résolu:* Vu le rapport de l'ingénieur sanitaire, maintenant devant l'assemblée, de présenter au Conseil un rapport recommandant de construire un égout dans la rue du Collège, à partir de l'extrémité de l'égout actuel jusqu'à une distance de 75 pieds vers le Nord, quartier St-Henri, conformément aux dispositions de l'article 544 de 62 Vict., chap. 58.

6.—*Résolu:* De recevoir le rapport du docteur J.-E. Laberge re nombre de patients et le temps durant lequel ils ont été traités dans les hôpitaux de maladies contagieuses.

7.—*Résolu:* Que mesdemoiselles Sexton et Murray, infirmières, soient nommées, au même salaire, en rapport avec l'inspection médicale des écoles, pour deux mois, à compter du 1er novembre prochain.

8.—*Résolu:* De prier la Commission de l'Aqueduc de placer à l'intérieur du bain Gallery la soupape du tuyau de service qui est maintenant à l'extérieur.

9.—*Résolu:* Vu les services rendus à l'Hygiène par M. J.-J. Vandandaigue, ci-devant désinfecteur du service de l'Hygiène, et vu le fait qu'il a contracté la maladie dont il souffre actuellement pendant qu'il était dans l'exercice de ses fonctions, que la balance du salaire alloué à feu P.-P. Benoit, savoir \$10 par mois, soit ajoutée au montant octroyé audit M. Vandandaigue, le montant devant lui être versé depuis la date de la cessation des paiements à M. Benoit, c'est-à-dire depuis sa mort; et de présenter au Conseil un rapport demandant la permission d'opérer le virement de crédits nécessaires à cette fin.

10.—*Résolu:* D'autoriser l'ingénieur sanitaire à acheter, à même le contingent, de la paille pour un montant de \$85 devant servir à protéger les bassins des bains publics permanents, durant le prochain hiver.

11.—*Résolu:* D'autoriser le docteur McCarrey à acheter, à même le contingent du service de l'inspection des Aliments, deux imperméables, un pour lui-même et l'autre pour l'inspecteur Grenier.

12.—*Résolu:* Après s'être rendu compte du fonctionnement de la machine à désinfecter et à déodoriser au moyen de Lusoforme, par M. J.-M. Liberge, cette Commission recommande aux Commissions de l'Hôtel de Ville et de Police d'adopter ce désinfectant pour l'hôtel de ville et les postes de Police.

Ajournement.

I.-J. FLYNN,  
Secrétaire.

## COMMISSION DES FINANCES

Compte rendu de l'assemblée du 27 octobre

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Lavallée, J.-B.-A. Martin, Sadler, Guay, Robinson et Fraser.

1.—A la suggestion du trésorier de la Ville, il est

*Résolu:* Que la demande de M. F.-W. Sharp, à l'effet d'obtenir une réduction de \$5.00 sur son compte pour honoraires d'estimateur, soit renvoyée à la sous-commission des Réclamations.

2.—Soumis un rapport du trésorier de la Ville, informant la Commission qu'il a suspendu M. A. Dépatie, assésant-paie-maitre, pour irrégularités dans l'exercice de ses fonctions.

*Résolu:* D'approuver le trésorier de la Ville et de congédier ledit employé

*Resolved:* That the tender of Mr. L. Keegan being the lowest, it be accepted and the contract awarded to him.

3.—*Resolved:* That Dr. J. E. Laberge having reported that the general hospitals give the domiciles of the patients instead of the places where cases of typhoid fever come from and where they contracted the disease; and that certain of them refused to state the places where they contracted the disease, he be instructed to prosecute one of those who refused in order to make a test case.

4.—*Resolved:* That Dr. J. E. Laberge prepare a report showing the proportion of Protestant pupils attending the schools.

5.—*Resolved:* That in view of the report of the Sanitary Engineer, now before the meeting, a report be made to Council recommending that a sewer be laid in College street, from end of existing sewer to a distance of 75 feet northwards, St. Henri ward, in accordance with the provisions of Art. 544 of 62 Vict., Chap. 58.

6.—*Resolved:* To receive the report of Doctor J. E. Laberge re number of patients and time of treatment in the contagious diseases hospitals.

7.—*Resolved:* That nurses, the Misses Sexton and Murray, be appointed at the same salary in connection with the medical inspection of schools for a period of two months, from the 1st of November next.

8.—*Resolved:* That the Water Committee be requested to place the valve of the water service pipe at the Gallery bath, which is now outside, within the building.

9.—*Resolved:* That in view of the services rendered the Department by ex-disinfecter J. J. Vandandaigue and the fact that he contracted the illness from which he is now suffering while in the execution of his duty, the balance of the salary, namely \$10 per month, granted the late Mr. P. P. Benoit, be added to the present allowance enjoyed by the said Mr. Vandandaigue, the amount to be paid from the date of the cessation of payments to the former upon his demise; and that a report be made to Council asking permission to make the necessary variation of appropriations in this matter.

10.—*Resolved:* That the Sanitary Engineer be authorized to purchase straw to the amount of \$85 to be used for the protection, during the coming winter of the basins of the permanent public baths.

11.—*Resolved:* That Dr. McCarrey be authorized to purchase out of the contingent fund of the Food Inspection Department, two raincoats, one for himself and one for inspecteur Grenier.

12.—*Resolved:* That after witnessing the working of the apparatus for disinfection and deodorizing called "Lusoforme" exhibited by Mr. J. M. Liberge, this Committee recommend the City Hall and Police Committees to adopt the same for use in the City Hall and Police stations.

Adjourned.

I. J. FLYNN,  
Secretary.

## FINANCE COMMITTEE

Report of meeting held the 27th of October.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, chairman, Lavallée, J. B. A. Martin, Sadler, Guay, Robinson and Fraser.

1.—At the suggestion of the City treasurer, it was

*Resolved:* That the demand of Mr. F. W. Sharp, for a reduction of \$5.00 on his account for valuator's fee, be referred to the sub-committee on Claims.

2.—Submitted a report from the City treasurer informing the Committee that he had suspended Mr. A. Dépatie, asst.-paymaster for irregularities in the performance of his duties.

*Resolved:* That the City treasurer's action be approved of and that said employe be dismissed.

3.—Soumis un protêt de MM. Hamel, Chartrand, Alfred Dutrisac et D. Cusson déclarant qu'ils tiendront la Ville responsable en dommages si la "Montreal Water & Power Co." n'approvisionne pas d'eau le square Georges-Etienne-Cartier, quartier Saint-Henri.

Renvoyée au Département en Loi avec prière de donner son opinion à ce sujet.

4.—Soumise une lettre de la "Pure Ice Co. Limited", demandant de forcer la "Montreal Water & Power Co." de lui donner des raccordements d'eau pour son bureau et sa cour, No 900 rue Charlevoix.

Renvoyée au Département en Loi avec prière de donner son opinion afin de savoir si ladite "M. W. & P. Co." peut être forcée de donner lesdits raccordements.

5.—Soumise une lettre de M. Jos. Fortier, demandant la correction d'une erreur dans la description d'une propriété récemment vendue à la municipalité de Rosemont.

Renvoyé au Département en Loi, pour opinion.

6.—Soumise une opinion du Département en Loi déclarant que la Ville est tenue de reconstruire le ponceau sur le chemin Latour, du côté Nord de l'aqueduc.

A ce sujet est soumis et lu un rapport de la Commission de l'Aqueduc qui demande un crédit de \$800 à l'effet de reconstruire ledit ponceau.

Et il est

*Résolu*: De souscrire audit rapport.

7.—Soumise une lettre de MM. Brown, Montgomery et McMichael, avocats, demandant, au nom de la "M. L. H. & P. Co.", le paiement de l'intérêt sur le dépôt de \$50,000 effectué par ladite Compagnie avec sa soumission pour l'éclairage.

Renvoyée au Département en Loi.

8.—Soumises des demandes de situation de la part de MM. P.-A. de Gaspé, Albert Bédard, Geo. Papillon, Victor Morin, F.-J. Dagenais, P. St-Georges, J.-Frank Tigh.

Déposées sur le bureau.

9.—Soumis un rapport du surintendant de l'Aqueduc, recommandant de poser des tuyaux dans la rue Gilford, entre les rues Boyer et Christophe-Colomb, sur une distance d'environ 100 pieds.

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant de prier le greffier de la Ville d'ordonner à la "Montreal Water & Power Co." de poser des tuyaux à l'eau dans ladite partie de la rue Gilford, suivant les arrangements de cette Compagnie avec la Ville.

10.—Soumise une requête du "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", demandant une subvention annuelle de \$2,000.

*Résolu*: Que cette requête soit prise en considération lorsque seront votés les crédits pour le prochain exercice.

Il est aussi

*Résolu*: Que M. Bienvenu, surintendant des Licences, soit prié de soumettre, à la prochaine assemblée de cette Commission, un rapport sur les opérations de cette institution.

11.—Soumise une lettre de M. P.-H. Morin, demandant un congé.

*Résolu*: D'accorder à M. Morin un congé jusqu'au 1er janvier prochain.

12.—Soumise une opinion du Département en Loi déclarant que la Ville peut dresser un rôle supplémentaire et charger aux propriétaires intéressés la moitié du coût de la pose de la pierre de bordure sur les deux côtés de la rue Saint-Hubert, entre la rue Marie-Anne et l'avenue Mont-Royal.

Les rapports suivants de la Commission de la Voirie sont alors soumis:

(a) Demandant un crédit de \$214 pour acheter et poser 300 pieds de pierre de bordure à l'effet de compléter le trottoir sur le côté Est de la rue Saint-Hubert, entre la rue Marie-Anne et l'avenue Mont-Royal;

(b) Demandant un crédit de \$480 pour acheter et poser 680 pieds de pierre de bordure pour compléter le trottoir sur le côté Ouest de la rue Saint-Hubert, depuis la rue Marie-Anne jusqu'à l'avenue Mont-Royal.

*Résolu*: De souscrire auxdits rapports.

13.—Soumise une opinion du Département en Loi déclarant:

(a) Que les compagnies qui font des excavations dans

3.—Submitted a protest from Messrs. Hamel, Chartrand, Alfred Dutrisac and D. Cusson, stating that they will hold the City responsible for damages if the Montreal Water & Power Co. does not supply water in George-Etienne-Cartier square, St. Henry.

Referred to the Law Department for advice in the matter.

4.—Submitted a letter from the Pure Ice Co. Limited, asking that the Montreal Water & Power Co. be compelled to give water connections for their office and yard at 900 Charlevoix street.

Referred to the Law Department to ascertain if said M. W. & P. Co. could be compelled to give said water connections.

5.—Submitted a letter from Mr. Jos. Fortier, asking the correction of an error, made in the description of a property which he recently sold to the municipality of Rosemont.

Referred to the Law Department for their advice in the matter.

6.—Submitted an opinion from the Law Department, to the effect that the City is bound to rebuild the culvert on Latour road, on the North side of the Aqueduct.

In this connection the report of the Water Committee, asking an appropriation of \$800 to rebuild said culvert, was submitted and read,

And it was,

*Resolved*: To concur in said report.

7.—Submitted a letter from Messrs. Brown, Montgomery and McMichael, advocates, asking on behalf of the M. L. H. & P. Co. payment of the interest on the deposit of \$50,000 made by said Company, in connection with their lighting tender.

Referred to the Law Department.

8.—Submitted applications for situations from Messrs. P. A. DeGaspé, Albert Bédard, Geo. Papillon, Victor Morin, F. J. Dagenais, P. St-Georges, J. Frank Tigh.

Laid on the table.

9.—Submitted a report from the superintendent of the Water Works, recommending that water pipes be laid in Gilford street between Boyer and Christopher Columbus street, a distance of about 100 feet.

*Resolved*: To report to Council recommending that the City clerk be instructed to order the M. W. & Power Co. to lay water pipes in said portion of Gilford street, in accordance with their agreements with the City.

10.—Submitted a petition from the Montreal Foundling and Sick Baby Hospital, asking for a yearly grant of \$2,000.

It was

*Resolved*: That this request be considered when the appropriations for next year will be taken up.

It was also

*Resolved*: That Mr. Bienvenu, superintendent of the Licence department be requested to submit, at the next meeting, a report on the work done by said institution.

11.—Submitted a letter from Mr. P. H. Morin, asking leave of absence.

*Resolved*: That leave of absence be granted to Mr. Morin, up to the 1st of January next.

12.—Submitted an opinion from the Law stating that the City could make a supplementary roll and charge to the interested proprietors, one-half of the cost of laying curbstone on St. Hubert street, both sides, between Mary Ann and Mount-Royal avenue.

The following reports of the Road Committee were then submitted:

(a) For an appropriation of \$214 to purchase and lay 300 feet of curbstone, to complete sidewalk on the East side of St. Hubert street, between Mary Ann street and Mount Royal avenue.

(b) For an appropriation of \$480 to purchase and lay 680 feet of curbstone, to complete sidewalk on St. Hubert street, West side from Mary Ann street to Mount Royal avenue.

It was

*Resolved*: To concur in said reports.

13.—Submitted an opinion from the Law Department, stating,

les rues sont responsables des dommages pouvant en résulter;

(b) Que la Ville a le droit de taxer les tuyaux, conduits, etc., posés par les compagnies dans les rues publiques.

Et un débat s'engageant,

Sur proposition de M. l'échevin Lavallée, il est

*Résolu*: Que le Département en Loi soit prié de se procurer, du service de la Voirie, tous les renseignements nécessaires sur l'ouverture de la rue Saint-François-Xavier, entre les rues Saint-Jacques et Craig, et de la rue Saint-Jacques vers l'Ouest, à partir de la rue Saint-François-Xavier, et de la rue Craig, depuis la rue Saint-Urbain jusqu'à la rue St-François-Xavier, et d'instituer les procédures nécessaires aux fins de recouvrer des dommages, s'il y en a, qui ont été causés à la ville par l'ouverture de ces rues par la Compagnie, travaux qui ont été exécutés sur lesdites rues durant l'été.

14.—Etant de nouveau pris en considération le rapport de la Commission de la Voirie qui demande un crédit de \$15,000 pour nettoyer, balayer et arroser les rues pavées et non pavées, rapport qui a été approuvé jusqu'à concurrence de \$5,000, le 13 octobre dernier, il est

*Résolu*: D'affecter un crédit additionnel de \$5,000 à cette fin.

15.—Soumis un rapport de la Commission de la Voirie, demandant un crédit de \$700 pour continuer les travaux de surveillance au chemin de la Côte-des-Neiges et à l'effet de compléter le plan homologué des nouveaux territoires récemment annexés à la Ville.

*Résolu*: De souscrire audit rapport.

16.—Soumis un rapport de la Commission de la Voirie, recommandant le prolongement de l'avenue La Montagne, depuis le chemin de la Côte-Sainte-Catherine jusqu'à l'avenue Maplewood. Le coût de ces travaux ne devant pas excéder \$6,000. Le tout suivant la loi,

*Résolu*: De souscrire audit rapport.

17.—Soumis un rapport de la Commission de l'Hôtel de Ville demandant des crédits de \$60 et de \$108 pour compte de glace et salaire de chauffeurs.

*Résolu*: De souscrire audit rapport.

18.—Soumis un rapport de la Commission de l'Hôtel de Ville qui demande un crédit supplémentaire de \$1,500.

*Résolu*: De recommander au Conseil d'affecter un crédit de \$1,000 aux annonces et un crédit de \$500 aux impressions et à la papeterie.

18½. Soumis et lus les rapports du contrôleur et des estimateurs de la Ville, fixant à 54 cents la taxe annuelle que devra payer la succession Ferrier pour la permission de construire une souite à charbon vis-à-vis le No 70 de la rue Notre-Dame-Est, suivant le rapport de la Commission de la Voirie à ce sujet.

*Résolu*: De souscrire audit rapport, aux conditions ordinaires.

19.—Soumis un rapport de la Commission de l'Hôtel de Ville demandant un crédit de \$450 pour acheter 30 extincteurs automatiques.

M. l'échevin Guay

*Propose*: De souscrire audit rapport.

La Commission se partage:

*Pour*: J.-B.-A. Martin, Guay et L.-A. Lapointe—3.

*Contre*: Sadler, Robinson, Fraser et Lavallée—4.

Ladite proposition est aussi négative.

Il est alors, sur la même division renversée des voix,

*Résolu*: De ne pas souscrire audit rapport.

20.—Soumis un rapport du trésorier de la Ville au sujet d'une taxe spéciale sur les compagnies qui se servent des rues de la Ville.

Renvoyée de nouveau au trésorier de la Ville pour plus amples renseignements.

Sur la requête verbale de M. l'échevin Larivière, président de la Commission de la Voirie, il est

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant d'affecter un crédit de \$1,000 à la construction de trottoirs en bois dans la Ville.

21.—A la demande de M. l'échevin J.-B.-A. Martin, il est

*Résolu*: De nommer M. Jos. Rabeau commis du départe-

(a) That companies opening streets are responsible for all damages which may result.

(b) That the City has power to tax, pipes, conduits, etc., laid by companies in public streets.

And a debate arising,

On motion of Ald. Lavallée, it was

*Resolved*: That the Law Department be requested to obtain from the Road Department all information required concerning the opening of St. François Xavier street, between St. James and Craig streets, and of St. James street westwards, from St. François Xavier street, and of Craig street, from St. Urbain street to St. François Xavier street, and to take the necessary proceedings to recover the damages, if any, suffered by the City owing to the opening of such streets by the Company which has executed works on said streets during the summer.

14.—The report of the Road Committee asking for an appropriation of \$15,000 to clean, sweep and water, paved and unpaved streets which on the 13th October, was concurred in to the amount of \$5,000, being again considered

It was

*Resolved*: That an additional amount of \$5,000 be voted for said purpose.

15.—Submitted a report from the Road Committee asking an appropriation of \$700 to continue the surveying work of Côte-des-Neiges Road and for the purpose of completing the homologated plan for the new territories recently annexed to the City.

*Resolved*: To concur in said report.

16.—Submitted a report from the Road Committee, recommending the extension of Mountain avenue, from Côte-Sainte-Catherine Road to Maplewood avenue. The expenditure not to exceed \$6,000. The whole according to law.

*Resolved*: To concur in said report.

17.—Submitted a report from the City Hall Committee, asking an appropriation of \$60.00 and \$108 for ice and to pay the stokers' salary.

*Resolved*: To concur in said report.

18.—Submitted a report from the City Hall Committee, for a supplementary appropriation of \$1,500.

*Resolved*: To recommend Council to vote \$1,000 for advertisements, and \$500 for printing and stationery.

18½.—Submitted and read reports from City comptroller and assessors fixing at 54 cents the annual tax to be paid by Estate Ferrier for permission to construct a coal chute opposite No 70 Notre Dame street East, as per report of Road Committee in this connection.

*Resolved*: To concur in said report, subject to the ordinary conditions.

19.—Submitted a report from the City Hall Committee, for an appropriation of \$450 to purchase 30 fire extinguishers.

Ald. Guay

*Moved*: That said report be concurred in,

The Committee divided:

*Yeas*: J. B. A. Martin, Guay and L. A. Lapointe—3.

*Nays*: Sadler, Robinson, Fraser and Lavallée—4.

So it passed in the negative.

It was then on the same division, reversed,

*Resolved*: Not to concur in said report.

20.—Submitted a report from the City treasurer in connection with special tax on companies using streets in the City.

Referred back to the City treasurer for further information.

On the verbal request of Ald. Larivière, chairman of the Road Committee, it was,

*Resolved*: To report to Council recommending that an appropriation of \$1,000 be voted for the construction of wooden sidewalks throughout the City.

21.—On motion of Ald. J. B. A. Martin, it was

*Resolved*: That Mr. Jos. Rabeau be appointed clerk in

tement du trésor, avec salaire de \$600 par année, sujet cependant à l'examen ordinaire.

Il est aussi

*Résolu* : Que M. Edouard Lavallée, commis temporaire nommé en remplacement de M. Léo Girard dans le bureau du trésorier, soit placé sur la liste des employés permanents.

22.—Etant prise en considération la question d'organiser une réception au Choeur Sheffield qui devra visiter Montréal, le 3 novembre prochain,

M. l'échevin Sadler suggère qu'un lunch soit donné en l'honneur des visiteurs, et il déclare qu'un crédit de \$500 devrait être affecté à cette fin.

Il est

*Résolu* : D'approuver la suggestion de M. l'échevin Sadler, pourvu que les fonds nécessaires soient votés par le Conseil.

Il est aussi

*Résolu* : De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'un montant de \$1,900 soit pris à même le fonds de réserve et mis à la disposition de la Commission des Finances, pour fins de réceptions.

24.—Est soumis, par le trésorier de la Ville, l'état suivant de la caisse pour la semaine finissant le 26 octobre 1908 :

Déboursés . . . . .	\$ 70,161	
Intérêt payé à Londres . . . . .	340,793	
		\$410,954
Encaisse aux banques, oct. 22, 1908 . . . . .	23,228	
Recettes . . . . .	105,491	
		128,719
Découvert . . . . .		\$282,235

*Ajournement.*

JULES CREPEAU,  
Secrétaire.

COMMISSION DE LEGISLATION

Compte rendu de l'assemblée du 27 octobre

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Lavallée, Sadler, Clearihue, Dagenais, Larivière, J.-B.-A. Martin, Proulx, Couture, Lévesque, Mercier, Mount, O'Connell.

Il est proposé par M. l'échevin Sadler et

*Résolu*: Que M. l'échevin Lavallée soit nommé président.

Le rapport de la Commission des Incendies et de l'Eclairage, tel qu'amendé par la résolution de M. l'échevin Yates, est alors pris en considération.

M. l'échevin L.-A. Lapointe

*Propose*: De faire rapport au Conseil qu'il n'est pas opportun d'adopter maintenant ce rapport, mais de recommander qu'une loi générale soit demandée pour autoriser le Conseil à pourvoir à des cas de cette nature, tels que celui en question et autres tels que sinistres, conflagrations et autres cas fortuits, et à souscrire et accorder des allocations pour des fins d'intérêt public et de charité, et que, tous les ans, une certaine proportion du fonds de réserve soit affectée à ces fins, mais que le vote des 2/3 de tout le Conseil soit requis en pareil cas.

M. l'échevin Dagenais propose en

*Amendement*: Que tous les mots, après le mot "rapport," dans la troisième ligne de la motion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants: "Et que cette Commission est d'opinion que, dans l'intérêt général des employés permanents de la Cité, il serait préférable, afin de pourvoir à pareils cas, d'établir un fonds de réserve", et que la motion, ainsi amendée, soit adoptée.

M. l'échevin Mercier propose en

*Sous-amendement*: Que rapport soit fait au Conseil simplement pour recommander que le rapport de la Commission soit adopté jusqu'à concurrence d'une année de salaire, depuis le 1er novembre, conformément à l'amendement de M. l'échevin Yates.

the Treasurer department, at a salary of \$600 per annum, subject nevertheless to usual examination.

It was also

*Resolved*: That temporary clerk, Mr. Edouard Lavallée, who was appointed to replace Mr. Léo Girard, in the treasurer's office, be put on the list of permanent employes.

22.—The question of extending courtesies to the Sheffield Choir, which will visit Montreal on the 3rd November next, being consider,

Alderman Sadler suggested that a luncheon, be given in honor of the visiting choir, and he stated that an appropriation of \$500 would be necessary for that purpose.

It was

*Resolved*: That Alderman Sadler's suggestion be approved of, provided the funds will be voted by the Council for that purpose.

It was also,

*Resolved*: To report to Council recommending that an amount of \$1,900 be taken from the reserve fund and put at the disposal of the Finance Committee, for reception purposes.

24.—The following cash statement for the week ending 26th October 1908, was submitted by the City treasurer.

Disbursements . . . . .	\$ 70,161	
Interest in London . . . . .	340,793	
		\$410,954
Cash in Banks, Oct. 22 1908 . . . . .	23,228	
Receipts . . . . .	105,491	
		128,719
Overdraft . . . . .		\$282,235

*Adjourned.*

JULES CREPEAU,  
Secretary.

LEGISLATION COMMITTEE

Report of meeting held the 27th of October.

Present: Ald. L.-A. Lapointe, Lavallée, Sadler, Clearihue, Dagenais, Larivière, J. B. A. Martin, Proulx, Couture, Lévesque, Mercier, Mount, O'Connell.

It was moved by Ald. Sadler and

*Resolved*: That Ald. Lavallée be appointed chairman.

The Fire and Light Committee's report, as amended by Ald. Yates resolution, was then considered.

Ald. L. A. Lapointe

*Moved*: That a report be made to Council station it was not advisable to now adopt the said report, but to recommend that a general law be asked in order to authorize Council to provide for similar cases to the one in question, and others such as disasters, conflagrations and other accidents, and to subscribe and grant allocations in the public interest and for charitable purposes, and that, every year, a certain proportion of the reserve fund be voted for said purpose, but that a vote of two thirds of the whole Council be required in such cases.

Ald. Dagenais moved in

*Amendment*: That all the words after the word "report", in the third line of the motion, be struck and replaced by the following words: "And that this Committee is of opinion, that in the general interest of the City's permanent employes, it would be preferable, so as to provide for such cases, a reserve fund", and that the motion, so amended, be adopted.

Ald. Mercier moved in

*Sub-amendment*: That a report be made to Council merely to recommend that the Committee's report be adopted but for one year's salary, according to the amendment of Ald. Yates.

Et le vote étant pris sur ce sous-amendement, les voix se partagent comme suit:

*Pour:* Sadler, Mercier, Couture, Lavallée—4.

*Contre:* Clearihue, Proulx, Mount, Martin, Dagenais, Lévesque, Larivière, Lapointe—8.

Ledit sous-amendement est déclaré perdu.

L'amendement de M. l'échevin Dagenais, étant mis aux voix, donne le résultat suivant:

*Pour:* Proulx, Mount, Martin, Dagenais, Lévesque, Larivière, Couture, Lapointe—8.

*Contre:* Clearihue, Mercier, Lavallée, Sadler—4.

Ledit amendement est déclaré emporté.

M. l'échevin L.-A. Lapointe

*Propose:* Que le greffier et les avocats de la Cité reçoivent instruction de préparer un amendement conformément à sa motion.

Et le vote étant pris sur cette motion, donne le résultat suivant:

*Pour:* Sadler, Proulx, Mount, Dagenais, Larivière, Couture, Lapointe, Martin—8.

*Contre:* Clearihue, Mercier, Lavallée—3

Ladite motion est affirmativée.

M. l'échevin Dagenais

*Propose:* Que, dans l'opinion de cette Commission, il est opportun d'amender la charte de la Cité de manière à réduire le nombre des échevins à un par quartier.

M. l'échevin Couture propose en

*Amendement:* Que l'étude de cette question soit remise à la prochaine séance.

La Commission se partage sur ledit amendement:

*Pour:* Sadler, Proulx, Lévesque, Mount, Larivière, Couture, Lapointe, Martin, Lavallée—9.

*Contre:* Clearihue, Mercier, Dagenais—3.

*Ajournement.*

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

## COMMISSION DE L'HOTEL DE VILLE

Compte rendu de l'Assemblée du 28 octobre.

Sont présents: MM. les échevins L'Espérance, président, Major, Couture, Mount, Giroux et McKenna.

### HOTEL DE VILLE

1.—M. l'échevin N. Lapointe se présente devant la Commission, au sujet de la requête de Dame Veuve Georges Martineau qui demande un emploi à l'hôtel de ville. Il rappelle que le Conseil a été empêché, par la charte, de venir en aide à la famille Martineau dont le chef s'est héroïquement sacrifié pour opérer le sauvetage de personnes qui allaient périr dans un incendie, et il insiste pour que la Commission de l'Hôtel de Ville, en donnant un emploi à Madame Martineau, fournisse à la Cité l'occasion de s'acquitter d'une dette sacrée de reconnaissance.

M. le président assure M. l'échevin N. Lapointe que la Commission de l'Hôtel de Ville fera tout en son pouvoir pour rendre justice à la famille Martineau, lorsqu'elle préparera sa réquisition de crédits pour l'exercice 1909.

2.—Sont déposées sur le bureau des requêtes de MM. Adélar Lapierre, Raphaël Lajeunesse et Joseph Robert qui demandent d'être nommés opérateurs du nouvel ascenseur de l'hôtel de ville.

3.—Soumise et lue une requête du surintendant de l'Aqueduc, demandant un téléphone à son domicile.

Accordée.

4.—Sur proposition de M. l'échevin Couture, il est

*Résolu:* D'autoriser le surintendant de l'Hôtel de Ville à placer un téléphone dans le bureau privé des Estimateurs.

5.—Soumis et lu un rapport conjoint du surintendant de l'Hôtel de Ville, de l'inspecteur des Edifices et de l'inspecteur en chef des Edifices publics de la Province de Qué-

And the vote being put on the sub-amendment, the Committee divided as follows:

*Yeas:* Sadler, Mercier, Couture, Lavallée—4.

*Nays:* Clearihue, Proulx, Mount, Martin, Dagenais, Lévesque, Larivière, Lapointe—8.

So the said sub-amendment was lost.

Ald. Dagenais' amendment being put, the following division resulted:

*Yeas:* Proulx, Mount, Martin, Dagenais, Lévesque, Larivière, Couture, Lapointe—8.

*Nays:* Clearihue, Mercier, Lavallée, Sadler—4.

So the said amendment was carried.

Ald. L. A. Lapointe

*Moved:* That the City clerk, and the City attorneys be asked to prepare an amendment in conformity with his motion.

And the vote being taken on said motion the following division resulted:

*Yeas:* Sadler, Proulx, Mount, Dagenais, Larivière, Couture, Lapointe, Martin—8.

*Nays:* Clearihue, Mercier, Lavallée—3.

So the said motion was carried.

Ald. Dagenais

*Moved:* That in the opinion of this Committee, it would be advisable that the City charter should be amended so as to reduce the number of aldermen to one for each ward.

Ald. Couture moved in

*Amendment:* That consideration of said motion be deferred until the next meeting.

*Yeas:* Sadler, Proulx, Lévesque, Mount, Larivière, Couture, Lapointe, Martin, Lavallée—9.

*Nays:* Clearihue, Mercier, Dagenais—3.

*Adjourned.*

L. O. DAVID,  
City Clerk.

## CITY HALL COMMITTEE

Report of meeting held the 28th of October.

*Present:* Ald. L'Espérance, chairman, Major, Couture, Mount, Giroux and McKenna.

### CITY HALL

1.—Ald. N. Lapointe appeared before the Committee and presented the petition of Mrs. George Martineau, asking for a situation at the City Hall. He reminded the Committee that the Council had been prevented, by the charter, from helping the Martineau family. Mr. Martineau, who was deceased, had in a heroic manner sacrificed himself to save persons from perishing in a conflagration.

Ald. Lapointe urged the City Hall Committee to give Mrs. Martineau employment. This would furnish the City an opportunity to discharge a great debt of gratitude which it owed the deceased.

The chairman assured Ald. N. Lapointe that the City Hall Committee would try its utmost to do justice to the Martineau family, when preparing the list of appropriations for 1909.

2.—Petition from Messrs. Adélar Lapierre, Raphael Lajeunesse and Joseph Robert, asking for the position of operator for the new City Hall elevator, were laid on the table.

3.—Submitted and read a petition from the superintendent of the Water Works asking for a telephone in his residence.

Granted.

4.—On motion of Ald. Couture, it was

*Resolved:* That the City Hall superintendent be authorized to place a telephone in the assessors' private office.

5.—Submitted and read a joint report from the City Hall superintendent, and the chief inspector of public

bec, *re* installation d'appareils de sauvetage à l'hôtel de ville.

Est soumis à ce sujet un plan de M. L.-R. Montbriant, architecte.

*Résolu*: D'inclure, dans la réquisition des crédits pour l'exercice 1909, un montant de \$5,600 pour l'installation d'appareils de sauvetage à l'hôtel de ville.

6.—Sur proposition de M. l'échevin Major, il est

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport demandant: a) un crédit de \$4,500 pour remplacer par des rampes de granit les rampes actuelles du perron de l'hôtel de ville; b) un crédit de \$1,000 pour remplacer les deux réverbères du perron de l'hôtel de ville.

7.—Sur proposition de M. l'échevin Mount, il est

*Résolu*: De présenter au Conseil un rapport recommandant qu'instructions soient données à la Commission spéciale de Législation de préparer, pour qu'elle soit insérée dans les prochains amendements à la charte, une clause autorisant la Ville à acheter des oeuvres et objets d'art pour décorer et embellir les édifices municipaux et les places publiques de la Ville.

BIBLIOTHÈQUE CIVIQUE

8.—Sur proposition de M. l'échevin Couture, il est

*Résolu*: De prier les directeurs de l'Association Saint-Jean-Baptiste de donner des ordres pour que soit suffisamment éclairé et tenu en bon état, durant les heures d'ouverture de la Bibliothèque civique, le corridor du Monument National qui conduit à ladite Bibliothèque.

IMPRESSIONS ET PAPETERIE

9.—Soumise et lue une lettre du directeur du *Journal de la Chambre de Commerce*, invitant la Ville à insérer une annonce dans le prochain rapport annuel de la Chambre de Commerce.

M. l'échevin Mount propose, et il est

*Résolu*: Que la Ville de Montréal, à l'instar des principales villes américaines, devrait s'occuper elle-même de la publication de livres et de brochures faisant connaître ses divers avantages à l'étranger et à ses visiteurs; et, conséquemment, que le commis des Impressions et de la Papeterie soit prié d'établir un estimé du coût de la préparation d'une brochure de luxe devant ainsi servir de réclame à la Ville.

Il est aussi

*Résolu*: Vu la résolution qui vient d'être adoptée, de déposer sur le bureau la requête du directeur du *Journal de la Chambre de Commerce*.

CRÉDITS

10.—Soumise et lues des lettres de MM. Chs.-E. Gagnon et Sévère Picard demandant le réajustement de leur salaire.

Est aussi soumis, par les chefs des divers services relevant de la Commission de l'Hôtel de Ville, l'état des crédits qu'ils requièrent respectivement pour l'exercice 1909.

*Résolu*: D'ajourner à huitaine cette séance pour étudier spécialement les crédits à requérir pour l'exercice 1909.

L. de MONTIGNY,  
Secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL

ASSEMBLEE SPECIALE DU 2 NOVEMBRE

ORDRE DU JOUR

RAPPORT

1. *Commission Spéciale re enlèvement de la neige etc.*—Pour faire une offre à la Cie des Tramways de Montréal. (29 Juin)

AVIS DE MOTIONS

2. *Prud'homme.*—Pour intenter une poursuite contre la Cie des Tramways de Montréal. (12 Octobre.)
3. *Dagenais.*—Pour réduire le nombre des échevins. (12 Octobre.)

Buildings for the Province of Quebec, *re* installation of salvage apparatus at the City Hall.

In this connection, submitted a plan from Mr. L. R. Montbriant, architect.

*Resolved*: To include, in the list of appropriations required for 1909, a sum of \$6,500 for installing salvage apparatus at the City Hall.

6.—On motion of Ald. Major, it was

*Resolved*: That a report be made to Council, asking: a) an appropriation of \$4,500 to replace with granite ramps the present ramps of the City Hall outside steps, at the main entrance; b) an appropriation of \$1,000 to replace the two gas posts at the City Hall main entrance.

7.—On motion of Ald. Mount, it was

*Resolved*: That a report be made to Council recommending that instructions be given to the special Committee on Legislation to prepare, for insertion in the coming amendments to the charter, a clause authorizing the City to purchase works of art and similar objects for the purpose of decorating and embellishing municipal buildings and other public places of the City.

CIVIC LIBRARY

8.—On motion of Ald. Couture, it was

*Resolved*: That the directors of the St. Jean-Baptiste Association be requested to give orders so that the corridor of the Monument National leading to the Civic Library be sufficiently lighted and kept in good order during the time the Civic Library is opened to the public.

PRINTING AND STATIONERY.

9.—Submitted and read a letter from the editor of the "*Journal de la Chambre de Commerce*", inviting the City to insert an advertisement in the next annual report of the "*Chambre de Commerce*".

Ald. Mount moved, and it was

*Resolved*: That the City of Montreal, following the example of principal American cities, undertake itself the printing of books or pamphlets for the purpose of advertising the City's various advantages abroad, so as to attract visitors; and, therefore, that the Printing and Stationery clerk be asked to prepare an estimate for a fine pamphlet which would be a credit to the City.

It was also

*Resolved*: In regard to the above request, that the petition of the editor of the "*Journal de la Chambre de Commerce*" be laid on the table.

APPROPRIATIONS

10.—Submitted and read letters from Messrs. Chs. E. Gagnon and Sévère Picard, asking that their salaries be readjusted.

Submitted also, by the different heads of the departments under the City Hall Committee's control, lists of respective appropriations required for 1909.

*Resolved*: To adjourn the meeting for eight days to consider the appropriations required for 1909.

L. de MONTIGNY,  
Secretary.

CITY COUNCIL

SPECIAL MEETING OF THE 2nd NOVEMBER

ORDER OF THE DAY.

REPORT

1. *Special re snow removal, etc.*—To make an offer to M. S. Ry. Coy. (29th June.)

NOTICES OF MOTION.

2. *Prud'homme.*—To institute proceeding against the M. S. Ry Co. (12th October.)
3. *Dagenais.*—To reduce the number of aldermen. (12th October.)



## REGLEMENTS

4. 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'établir une bibliothèque publique. (Mercier.) (21 Fév.—*imprimé.*)
5. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 296 concernant les marchés. (Lamouréux.) (29 Juin.)
6. 1ère, 2ème et 3ème lectures d'un règlement au sujet de l'enlèvement de la neige, etc. par la Compagnie des Tramways. (L.-A. Lapointe.) (23 Mars.)
7. 2me et 3me lectures d'un règlement *re* bibliothèque technique. (Lévy.) (2 Mars—*imprimé.*)
8. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 260 *re* édifices. (Leclaire.) (2 Mars—*imprimé.*)

## AVIS DE MOTIONS.

9. Carter.—Pour nommer un agent qui sera chargé de faire les achats en général. (23 Mars.)
10. Ward.—Pour abroger résolution *re* gages et heures de travail des journaliers. (27 Avril.)

## REGLEMENTS

11. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant et codifiant les règlements relatifs à l'hygiène. (Dagenais.) (9 Mars.)
12. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement concernant les édifices sur certaines rues. (Yates.) (23 Mars.)
13. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 210 concernant la Cie des Tramways. (Sadler.) (30 Mars.)
14. 2me et 3me lectures d'un règlement codifiant les différents règlements *re* taxes. (L.-A. Lapointe.) (13 Avril—*imprimé.*)
15. 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 370. (Lévy.) (21 Avril.)
16. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 129 *re* abattoirs. (Lévy.) (11 Mai.) (*Imprimé.*)
17. 2me et 3me lectures d'un règlement pour permettre à J. H. Nault de poser des fils électriques. (Couture.) (13 Avril.)
18. 1ere, 2eme et 3eme lectures d'un règlement à l'effet de permettre à la Cie de télégraphe "Northern Commercial" de poser des câbles dans les rues. (Larivière) (1er Juin)
19. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 270. (Nault.) (8 Juin.)
20. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement au sujet de la construction de bâtiments dans le quartier Mont-Royal. (McKenna.) (15 juin.)

## RAPPORT

21. Incendies et Eclairage.—Pour permettre à la Saraguay Electric Light Coy. de fournir l'électricité. (6 Juil let.)

## AVIS DE MOTION

22. Yates.—Pour amender le règlement No. 260 *re* édifices (29 Juin.)

## REGLEMENTS

23. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 343. (Larivière) (22 Juin.)
24. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet d'amender le règlement No. 370. (Proulx.) (22 Juin.)

## AVIS DE MOTIONS

25. Sadler.—Pour amender le règlement No. 260 *re* édifices. (21 Septembre.)
26. Lapointe L. A.—*Re* présentation des rapports. (21 Septembre.)
27. Larivière.—Pour permettre à la Cie de Publication de La Patrie de fournir l'électricité. (21 Septembre)
28. Nault.—Pour exproprier le matériel de la Cie "M. L. H. & P." servant à la production et à la distribution du gaz. (12 Octobre.)
29. Yates.—Pour amender le règlement No. 260 *re* edifies. (12 Octobre.)

## BY-LAWS

4. 2nd and 3rd reading of a by-law for the establishment of a public library. (Mercier.) (21st Feby—*printed.*)
5. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 296 *re* markets. (Lamouréux.) (29th June.)
6. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law ament the removal of snow, etc., by Montreal St. Ry. (L. A. Lapointe.) (23rd March.)
7. 2nd and 3rd reading of a by-law *re* technical library. (Lévy.) (2nd March—*printed.*)
8. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 260 *re* buildings. (Leclaire.) (2nd March. — *printed.*)

## NOTICE OF MOTION

9. Carter.—To appoint a general purchasing agent. (23rd March.)
10. Ward.—To repeal resolution *re* wages and working hours of laborers. (27th April.)

## BY-LAWS

11. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend and codify the by-laws concerning health. (Dagenais.) (9th March.)
12. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law concerning buildings on certain streets. (Yates.) (23rd March.)
13. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by law No. 210 *re* Montreal St. Ry Co. (Sadler.) (30th March.)
14. 2nd and 3rd reading of a by-law to codify the different by-laws *re* taxes. (L. A. Lapointe.) (13th April—*printed.*)
15. 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 370. (Lévy.) (21st April.)
16. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 129 *re* abattoirs. (Lévy.) (11th May—*printed.*)
17. 2nd and 3rd reading of a by-law to allow J. H. Nault to string electric wires. (Couture.) (13th April.)
18. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to allow the Northern Commercial Telegraph Co. to lay cables in streets. (Larivière.) (1st June.)
19. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270. (Nault.) (8th June.)
20. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* construction of buildings in Mount Royal Ward. (McKenna.) (15th June.)

## REPORT

21. Fire and Light.—To allow the Saraguay Electric Light Co. to supply electricity. (6th July.)

## NOTICE OF MOTION

22. Yates.—To amend by law No. 260 *re* buildings. (29th June.)

## BY-LAWS

23. 1st, 2nd and 3rd reading of a by law to amend by-law No. 343. (Larivière.) (22nd June.)
24. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 370. (Proulx.) (22nd June)

## NOTICES OF MOTIONS

25. Sadler.—To amend by-law No. 260 *re* buildings. (21st September.)
26. Lapointe, L. A.—*Re* presentation of reports. (21st September.)
27. Larivière.—To allow La Patrie Publishing Co. to supply electricity. (21st September.)
28. Nault.—To expropriate the gas plant of the M. L. H. & P. Co. (12th October.)
29. Yates.—To amend by-law No. 260 *re* buildings. (12th October.)

- 30. *Yates.*—Pour amender le règlement No. 340 *re* industries dangereuses. (12 Octobre.)
- 31. *L'Espérance.*—Pour amender la section 3 de la charte de la Ville *re* droit de voter. (12 Octobre.)
- 32. *Lavallée.*—Pour annexer la municipalité de Delorimier. (12 Octobre.)

**RAPPORT**

- 33. *Incendies et Eclairage.*—Pour permettre à M. A. Plamondon d'établir uce forge au No. 34 rue Préfontaine. (12 Octobre.)

**REGLEMENTS.**

- 34. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement *re* bruit causé par les locomotives. (Nault.) (6 Juillet.)
- 35. 1re 2me et 3me lectures d'un règlement prohibant le colportage. (L. A. Lapointe.) (29 Juin.)
- 36. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 270. (Gadbois.) (29 Juin.)
- 37. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 282 *re* annexe du bureau de poste. (L. A. Lapointe.) (21 Septembre)
- 38. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement à l'effet de prolonger le boulevard St-Laurent. (Mercier.) (21 Septembre.)
- 39. 1re, 2me et 3me lectures d'un règlement amendant le règlement No. 304 *re* inspection des aliments. (Lamoureux.) (21 Septembre.)

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

- 30. *Yates.*—To amend by-law No. 340 *re* dangerous industries. (12th October).
- 31. *L'Espérance.*—To amend section 3 of the City Charter *re* right to vote. (12th October).
- 32. *Lavallée.*—To annex the Municipality of DeLorimier. (12th October).

**REPORT**

- 33. *Fire and Light.*—To allow Mr. A. Plamondon to erect a forge at No. 34 Préfontaine street. (12th October).

**BY-LAWS**

- 34. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law *re* noise caused by railway engines. (Nault.) (6th July).
- 35. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to prohibit peddling. (L. A. Lapointe.) (29th June).
- 36. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 270. (Gadbois.) (29th June)
- 37. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 382 *re* Post Office annex. (L. A. Lapointe.) (21st September.)
- 38. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to extend St. Lawrence Boulevard. (Mercier.) (21st September.)
- 39. 1st, 2nd and 3rd reading of a by-law to amend by-law No. 304 *re* inspection of food. (Lamoureux.) (21st September.)

L. O. DAVID,  
City Clerk.



## Avis Public

### Règlement No 384

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la Charte de ladite Cité, a adopté un règlement (sujet à la ratification et à la confirmation par la Législature de Québec) intitulé "Règlement No 384 pour établir un système d'eau à haute pression dans le district No 1 de la Cité".

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,  
HÔTEL DE VILLE,  
Montréal, le 28 octobre 1908.



## Public Notice

### By-Law No. 384

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Council of the City of Montreal under powers conferred upon it by the Charter of the said City, has adopted a by-law, subject however to the ratification and confirmation by the Quebec Legislature, known as "By-Law No. 384, to establish a high pressure water system in District No. 1 of the City."

L. O. DAVID,  
City Clerk.

OFFICE OF THE CITY CLERK,  
CITY HALL,  
Montreal, 28th October 1908.



## SOUMISSIONS

### CONSTRUCTION d'un MUR de SOUTÈNEMENT EN BETON au SQUARE BELLERIVE

DES SOUMISSIONS CACHETEES, portant la suscription: "SOUMISSIONS POUR LA CONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTÈNEMENT EN BETON, AU SQUARE BELLERIVE", adressées au greffier de la Cité et déposées au bureau de ce dernier à l'Hôtel de ville, seront reçues jusqu'à MIDI, MERCREDI, LE 4 NOVEMBRE 1908, pour la construction d'un mur de soutènement en béton, au square Bellerive.

Les plans et devis pour ces travaux pourront être examinés au bureau de M. L.-R. Montbriant, architecte, 230 rue Saint-André, ou au bureau du secrétaire de la Commission des Parcs et Traverses, à l'Hôtel de Ville.

Un certificat de dépôt, entre les mains du trésorier de la



## TENDERS

### For the CONSTRUCTION of a CONCRETE RETAINING WALL at BELLERIVE SQUARE

SEALED TENDERS, endorsed "TENDER FOR THE CONSTRUCTION OF A CONCRETE RETAINING WALL AT BELLERIVE SQUARE", addressed to the City clerk and deposited in the office of the said City clerk, City Hall, will be received until 12 O'CLOCK NOON, on WEDNESDAY, the 4th NOVEMBER 1908, for the construction of a concrete retaining wall at Bellerive Square.

Plans and specifications for the proposed work may be seen at the office of Mr. L. R. Montbriant, architect, No. 230 St. André St., or at the office of the secretary of the Parks & Ferries Committee, City Hall.

Cité, de la somme de \$900, devra accompagner chaque soumission.

Les soumissions seront décachetées en présence des intéressés, à la première assemblée de la Commission des Parcs et Traverses qui suivra leur réception.

La Commission des Parcs et Traverses ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune autre des soumissions.

L. O. DAVID,  
*Greffier de la Cité.*

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,  
HÔTEL DE VILLE,  
Montréal, 24 octobre 1908.



## RUES DE FLEURIMONT ET COMTE

**Effacement de lignes homologuées entre la rue Champlain et l'avenue Papineau, dans le quartier St-Denis de la Cité de Montréal.**

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal, par ses conseils et procureurs soussignés, présentera une requête à la Cour Supérieure du District de Montréal, dans la Province de Québec, siégeant comme Division de Pratique en la Chambre No 31 au Palais de Justice de cette Cité, mardi, le vingt-quatrième jour de novembre prochain, à dix heures et demie de l'avant-midi ou aussitôt que conseil pourra être entendu, pour demander que le plan homologué du quartier St-Denis de ladite Cité soit modifié en effaçant les lignes homologuées des rues De Fleurimont et Comte, entre la rue Champlain et l'avenue Papineau, tel qu'indiqué sur le plan qui sera produit avec ladite requête.

ETHIER, ARCHAMBAULT, LAVALLEE,  
DAMPHOUSSE, JARRY & BUTLER,  
*Procureur et Avocat en chef de la Ville.*

HÔTEL DE VILLE,  
Montréal, 27 octobre 1908.



## EGOUTS SERVICE DE LA VOIRIE.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que l'on se propose de construire immédiatement un égout dans la section de rue suivante, savoir:

RUE NOTRE-DAME—De la rue Nicolet à la limite N.-E. de la Cité, dans le quartier Hochelaga.

Les propriétaires qui désirent faire des raccordements devront en donner avis à l'inspecteur de la Ville sans retard, car une fois l'égout construit, ils devront se procurer un permis et déposer un certain montant d'argent pour couvrir le coût approximatif du raccordement.

Toutes réclamations pour égouts existant déjà dans lesdites rues ou parties de rues, devront être produites au bureau de l'inspecteur de la Voirie, sous deux mois après l'achèvement du nouvel égout.

Toutes informations se rapportant à l'égout que l'on doit construire seront fournies au bureau de l'inspecteur de la Ville. Le tout suivant le règlement No 298, concernant les égouts.

JOHN-R. BARLOW,  
*Inspecteur de la Cité.*

BUREAU DE L'INSPECTEUR DE LA CITÉ,  
HÔTEL DE VILLE,  
Montréal, 30 octobre 1908.

A certificate of deposit with the City treasurer of the sum of \$900 must accompany each tender.

Said tenders will be opened in the presence of the interested parties, at the first meeting of the Parks & Ferries Committee following the reception thereof.

The Parks & Ferries Committee does not bind itself to accept the lowest or any tender.

L. O. DAVID,  
*City Clerk.*

CITY CLERK'S OFFICE,  
CITY HALL,  
Montreal, 24th October 1908.



## DE FLEURIMONT AND COMTE STREETS

**Erasure of homologated lines, between Champlain street and Papineau avenue, in the St. Denis ward of the City of Montreal.**

Public notice is hereby given that the City of Montreal will, by and through their undersigned attorneys and counsel, present to the Superior Court for the District of Montreal, in the Province of Quebec, sitting as practice division in room No. 31, at the Court-House of this City, on Tuesday, the twenty-fourth day of November next, at half past ten o'clock in the forenoon or as soon as counsel be heard, a petition asking that the homologated plan of St. Denis ward, in the said City, be modified by erasing the homologated lines of DeFleurimont and Comte streets, between Champlain street and Papineau avenue, as indicated on the plan to be filed with said petition.

ETHIER, ARCHAMBAULT, LAVALLEE,  
DAMPHOUSSE, JARRY & BUTLER,  
*Attorneys for the City of Montreal.*

CITY HALL,  
Montreal, 27th of October 1908.



## SEWERS ROAD DEPARTMENT.

PUBLIC NOTICE is hereby given that it is proposed to construct a sewer in the under mentioned section of street namely:

NOTRE DAME STREET—From Nicolet street to the City limits N. E. in Hochelaga ward.

The proprietors wishing connections must notify the City Surveyor at once. As after sewer is completed permits must be taken out and sum deposited to cover estimated cost of such connections. Claims for existing sewers in said street must be filed with the City Surveyor within two months after the completion of the new sewer. Any information with regard to sewers to be built will be given at the office of the City Surveyor. All in accordance with by-law No. 298 concerning sewers.

JOHN R. BARLOW,  
*City Surveyor.*

CITY SURVEYOR'S OFFICE,  
CITY HALL,  
Montreal, 30th of October 1908.



# Avis Public

## Règlement No 383

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Montréal, en vertu des pouvoirs que lui confère la Charte de ladite Cité, a adopté un règlement intitulé "Règlement No 383 amendant le règlement No 344, intitulé "Règlement pourvoyant à l'entretien des trottoirs pendant l'hiver dans toute l'étendue de la Ville de Montréal et à l'imposition d'une taxe sur les propriétaires fonciers pour en couvrir le coût".

L.O. DAVID,  
*Greffier de la Cité.*

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,  
HÔTEL DE VILLE.  
Montréal, le 28 octobre 1908.



# Public Notice

## By-Law No. 383

PUBLIC NOTICE is hereby given that the Council of the City of Montreal, under powers conferred upon it by the Charter of the said City, has adopted a By-law known as "By-law No. 383, to amend "By-Law No. 344 entitled "By-Law to provide for the keeping of sidewalks in good order during the winter season throughout the City of Montreal, and to levy an assessment on the owners of immoveable property to cover the cost thereof".

L. O. DAVID,  
*City Clerk.*

CITY CLERK'S OFFICE,  
CITY HALL,  
Montreal, 28th October 1908.

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— a—Descript.	Prix Price.
St. Denis...	149929	19 oct. 1908..	16 oct. 1908	H. L. Paiement.....	H. Guay.....	325-234.....	1650	1390 à 1390A	B	
St. J. Bte...	149930	19 " " " "	15 " "	Dme L. Boyaner.....	Dlle R. Goldstein ..	418.....	8217	1340 à 1344 Boule- vard St. Lau- rent, 161 à 165A Milcheson.....	B	\$2700 00
St. Denis...	149933	19 " " " "	9 " "	O. Hardy dit Lesage..	J. Keegan .....	325-534.....	1870	Laurier.....	L	400 00
Mont-Royal	149935	19 " " " "	5 " "	Dme R. L. Dillon.....	A. Skaife.....	167-32 & 33, 166-10..	39172	Côte des Neiges	L	31000 00
St. Denis...	149936	19 " " " "	15 " "	A. Gagnon.....	J. H. Kennedy .....	½ N. O. 8-697 .....	2620	1622 Labelle.....	L	2500 00
Duvernay ..	149942	19 " " " "	15 " "	A. Bleau.....	J. Leclair.....	8-55.....	2300	236 à 238 Rachel.	B	4200 00
Hochelaga...	149950	19 " " " "	19 " "	A. Dalbec.....	Dme A. Cousineau & al.....	78-1.....	2885	1636 à 1642 Notre Dame E.	B	7700 00
Mont-Royal	149953	20 " " " "	17 " "	J. Bélisle.....	F. Lehuis.....	25-83.....	5000	Albani.....	L	450 00
St. Marie...	149961	20 " " " "	17 " "	The R. L. & Imp. Co.	Dlle R. Massy .....	172-1273.....	1950	5ème Ave.....	L	105 00
Hochelaga...	149962	20 " " " "	17 " "	The M. L. & Imp. Co.	W. J. Laverty .....	29-842, 855 & 856 ..	8 99	Aylwin.....	L	975 00
	149963	20 " " " "	17 " "		A. Thorpe .....	29-456 & 457, 794 & 795.....	9883	Davidson & Aylwin.....	L	1200 00
St. Marie ..	149964	20 " " " "	17 " "	The R. L. & Imp. Co.	Vve A. Cherby .....	172-1609.....	1950	1ère Ave.....	L	225 00
Hochelaga...	149965	20 " " " "	17 " "		T. Mahoney.....	172-1274.....		5ème Ave.....	L	105 00
St. Denis...	149966	20 " " " "	16 " "	The M. L. & Imp. Co.	Vve T. E. Lamb & al	29-531.....	2375	Davidson.....	L	1600 00
St. Denis...	149967	20 " " " "	16 " "	L. E. G. H. Boyer....	J. Lamoureux .....	328-556.....	2220	Mont-Royal Ave	L	1600 00
St. Denis...	149971	20 " " " "	15 " "	E. Levesque.....	O. Paris.....	7-825.....	2725	2816 à 2818 St. Hubert....	L	400 00
St. J. Bte...	149979	20 " " " "	19 " "	S. Dupras.....	S. Durand.....	15-1289.....	1280	963 Ave H. de Ville.....	B	700 00
St. Cuné- gonde	149988	20 " " " "	15 " "	Z. Trudeau.....	Dme S. Coutu.....	683.....	2100	250 à 252 Delisle.	B	4200 00
Hochelaga...	149990	20 " " " "	16 " "	J. Archambault.....	L. Z. Renaud.....	½ S. E. 80-171.....	3600	418 à 420 Moreau	B	4500 00
St. Denis...	149991	20 " " " "	16 " "			325-160 & 161.....	2964	117 à 123 Resther	B	6000 00
St. Henri ..	149998	21 " " " "	8 " "	Rosanna Bienvenu & al.....	P. Bisailon .....	1704-373.....	2500	Lime.....	L	625 00
St. Denis...	149999	21 " " " "	14 " "	D. Leclair.....	E. C. Paradis.....	328-490-1.....	2083	337 à 341 Boyer.	B	4600 00
Mont-Royal	150004	21 " " " "	15 " "	D. Williamson.....	J. Hough.....	151-91.....	5250	Boulevard.....	L	420 00
St. Denis...	150008	21 " " " "	24 sept.	R. Daoust & al.....	E. Gratton .....	7-252.....	2750	1637 Labelle.....	B	600 00
St. Marie...	150009	21 " " " "	15 " "	J. Brien.....	Dme J. A. Labelle..	172-989 & 990.....	4410	Masson.....	L	500 00
St. Denis...	150010	21 " " " "	20 " "	P. Pinsonnault.....	A. Leblanc.....	½ Nord 8-453.....	2500	Huntley.....	L	400 00
St. Henri...	150013	21 " " " "	15 " "	D. Leclair.....	O. Constantineau..	325-378.....	1340	249 à 251 Resther	B	2800 00
St. Cuné- gonde	150016	21 " " " "	1 oct.	Suc. C. H. Létourneux	N. Malette.....	1703-77 & 78.....	2800	Dagenais.....	L	1025 00
St. Denis...	150028	21 " " " "	14 " "	J. Bte Ouellette.....	A. Coté.....	P. N. O. 386-99 & 98.	1326	173 à 173B Atwater.....	B	7000 00
Hochelaga...	150029	21 " " " "	20 " "	J. H. Brown.....	Dme W. P. McCaffrey	148-1895.....	2000	22 Wurtele.....	B	1795 00
St. Denis...	150043	21 " " " "	8 " "	F. Coutu.....	T. Coutu.....	7-307.....	2725	2224 à 2226 St. Hubert....	B	\$950.00 & Considé- ration.
"	150044	21 " " " "	20 " "	J. E. Lalonde.....	T. R. Wilson .....	½ Sud 8-534.....	2500	Huntley.....	L	3700 00
"	150045	21 " " " "	20 " "	A. Pigeon & al.....	D. Béland.....	7-652.....	2677	2655 St. Hubert.	B	1300 00
"	150049	22 " " " "	12 " "	G. Rattelade.....	J. Fortin.....	339-390.....	2575	Marquette.....	B	3500 00
"	150055	22 " " " "	21 " "	Vve W. E. Blumhart	P. Thériault.....	209-42, 43, 45, 120 à 122	24338	St. Denis & Rivard.....	L	12231 00
"	150056	22 " " " "	21 " "	P. Thériault.....	Vve W. E. Blumhart	196-70 & 71, P. 196-69	6120	Drolet.....	B	15900 00
Hochelaga...	15 057	22 " " " "	21 " "	Dme P. Comte.....	F. Larocque.....	196-43 & 44.....	5109	".....	L	1300 00
St. Henri...	150062	22 " " " "	23 mai	J. Peloquin.....	C. Lalime.....	23-131.....	2530	1950 Ontario	B	1675 00
St. J. Bte...	150068	22 " " " "	12 oct.	Suc. C. H. Létourneux	J. H. Gascon.....	1703-42 & 43.....	3200	84 à 84B St. Remi	B	1500 00
St. Denis...	150073	22 " " " "	22 " "	Dme T. Bastien.....	A. Chouinard.....	15-235 & 236.....	2800	339 à 345 Rivard.	B	5000 00
St. Denis...	150077	23 " " " "	9 " "	Vve J. B. Cadieux....	D. Leclair.....	325-364.....	1340	1712 à 1714 St. Hubert ..	B	2500 00
Duvernay...	150078	23 " " " "	17 sept.	P. Lavigne dit Tessier	Dme A. Gohier.....	10-48.....	2256	430 à 432 Mentana.....	B	2500 00
St. Gabriel..	150079	23 " " " "	6 oct.	The M. L. & M. Co...	J. Elie.....	P. 3239-185.....	2520	315 à 321 Liverpool.....	B	3125 00
St. Denis...	150080	23 " " " "	21 " "	A. Gadbois.....	M. Donahue.....	162-180.....	1540	538 à 538B Rivard	B	800 00
Mont-Royal	150082	23 " " " "	16 " "	J. Monarque.....	Rév. N. A. Troie, ptr	P. 10.....	32400	Champlain.....	B	3000 00
St. Denis...	150083	23 " " " "	17 " "	Est. W. E. Logan.....	La Maison de l'Imma- culée-Conception de Montréal.....	339-107 à 110, 339-P. 106, 339-135 à 138, 339-P. 134.....	19110	Garnier & Lasalle.....	L	2866 50
Hochelaga...	150090	23 " " " "	2 juil.	A. A. Bernard & al...	The M. L. & Imp. Co.	29-692 à 699, 973 à 980, 1247 à 1253, 1282 à 1292, 1324 à 1334, 22-569 à 577, 709a 718, 29-629 à 636, 910 à 917, 1186 à 1192		Nolan & Sherbrooke ..	L	42529 20 Dation en paie- ment.
St. Marie...	150093	23 " " " "	22 oct.	A. Binette.....	L. Dalbec.....	166-384.....	1760	Iberville.....	L	375 00
St. Denis...	150100	23 " " " "	21 " "	W. G. Ross.....	L. F. Turpin.....	211-132, 133, 134.....	3407	Shaw.....	L	285 00
"	150102	23 " " " "	7 " "	J. O. Gareau.....	H. Escallier.....	P. N. O. 209-54.....	2800	1545 à 1551 St. Denis.....	B	10000 00
Hochelaga...	150111	24 " " " "	13 " "	The M. L. & Imp. Co.	Desnoyers & Varin..	29-125.....	2750	Duquette.....	L	550 00
St. Marie...	150116	24 " " " "	7 " "	The R. L. & Imp. Co.	J. Siwick.....	172-1550 & 1551.....	4500	Dandurand.....	L	600 00
St. Denis...	150118	24 " " " "	22 " "	U. Leclair.....	J. Moreau.....	328-497.....	2500	293 à 295 Boyer.	B	3500 00

MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Numb. r.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Description	Prix. Price.
Ste Marie...	73182	19 octo. 1908.	14 oct. 1908	Jos. Bronsdon et al esqual	G. Marcoux et al.	P.S.O. 1885	1247	1062 à 1064 Notre Dame.	B	3000 00
St. Louis...	73183	19 " "	7 sept. 1907	A. Beauchamp	Ve E. Boissonnault.	1/30 352	2087	Ave H. de Ville.	B	Droits.
do	73196	21 " "	20 oct. 1908	De Wm Albert	B. D. Adelman.	P. 32.	2690	125 à 129 Cra'g.	B	9000 00
LaFontaine.	73208	22 " "	19 " "	Shérif	T. David et al.	918.	3359	510 à 518 St. Timothé.	B	2400 00
do	73209	22 " "	20 " "	do	Ovide Moreau	1211-37.	2750	66 à 80 ParcLaFontaine	B	3150 00
do	73213	22 " "	9 " "	Suc. A. Vandelac.	L. Thérien	1207-198 & 199.	4512	42 à 44 Mentana.	B	2900 00
do	73219	24 " "	23 " "	Ve Jean Cadieux.	Nap. Brais	.38 & 139.	3168	445 à 449 Wolfe.	B	3.00 00

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

St Joseph...	146097	19 octo. 1908.	5 oct. 19 8	Protonotaire.	Delle A. Charbonneau	682.	2907	96 à 98 St. Félix.	B	3000 00
St André...	146100	19 " "	5 " "	De L. H. Gault.	Wm Stanway.	P. 1726-1.	16500	20 McGregor.	B	Consid.
Ste Anne...	146102	20 " "	17 " "	A. & R. Gareau.	N. St. Germain.	13 5	3683	510 à 516 N. Dame	B	Droits.
St André...	146109	23 " "	22 " "	W. H. Evans.	D. A. Lewis.	1725-33, P. 1725-32.	7770	C. des Neiges R'd	L	5439 00
St George...	146110	23 " "	22 " "	A. J. H. St. Denis	Hum Shee Chee et al.	P. 1284.	1350	7 Burnside	B	5500 00
St André...	146115	23 " "	20 " "	M. Ann Hanna.	Chs H. Buell.	P.S.O. 1604	2400	312 Guy	B	5000 00
St. Joseph...	146119	24 " "	14 juin 1907	Léon Payette	A. W. D. Howell	540.	5020	222 à 226b Aquaduc.	B	19000 00

a { B—Bâtisse ; Building.  
L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,

Régistrare de la Ville.—Registrar.

Par A. SAUVÉ.

PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 29 octobre 1908.

Issued during the week ending the 29th October, 1908.

Date.	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. — Ward.	Propriétaire. — Owner.	Résidence — Residence	Genre. — Description.	Coût. — Cost.
		No.	Rue.—Street.					
Oct. 22	1592 N.		St. Timothée.		Jacques I. F.	317 St. Timothée.	3e cl.	\$ 25 00
" 22	1593 N.		St. Hubert		Sauvageau Eug.	667 Catherine E.	"	250 00
" 22	1594 N.		Labelle		Leduc G.	1966 Labelle.	"	800 00
" 22	1595 N.		De Levis		Francœur P.	Casegrain & Eugène	"	150 00
" 22	1597 R.	2639	St. Hubert		Tirelli F.	2639 St. Hubert	"	300 00
" 22	1598 N.	468	Moreau		Morin D.	466 Moreau.	"	225 00
" 22	1599 N.		Boyer		Dixon R.	85 St. Viateur	"	400 00
" 23	1600 N.		Valois		Mitchell Ed.	29 Davidson	"	300 00
" 23	1601 R.	427	Rachel		Martin J. L.	427 Rachel	"	200 00
" 23	1602 N.	142	Beaudoin		Rhéaume Jos.	142 Beaudoin	"	50 00
" 23	1603 R.	169	Cadioux		Goldstein L.	169 Cadioux	"	200 00
" 23	1604 N.	398	Chambord		Deneau H. J.	398 Chambord	"	2500 00
" 23	1605 N.		Dufferin		Gobeil Jean	419 St. André	"	500 00
" 23	1606 N.		Rivard		Keegan Jno.	1275 St. Denis.	"	2000 00
" 23	1607 N.		"		"	"	"	2000 00
" 24	1608 R.	286	Cadioux.		"	"	"	2000 00
" 26	1609 R.	317	"		Lavigne Succ. Emery	372 Sherbrooke.	"	100 00
" 27	1610 N.		Papineau		Fineberg L.	46 Dorchester W.	"	250 00
" 27	1611 R.	265	LaSalle.		Girard C. E.	34 St. Edo	3e cl.	1800 00
" 27	1612 R.		Centre.		Lidstone Isabella	633 Esplanade.	"	1000 00
" 27	1613 N.		Voisin de 2237		Dubuc Pierre.	218 Centre.	"	500 00
" 27	1614 N.		Labelle		Tremblay J.	2287 Labelle.	"	400 00
" 27	1615 N.		Dufferin		Filiatrault O.	1250 Mance.	"	300 00
" 27	1616 N.		Lesson & Beaubien		Leclerc G.	Beaubien.	"	500 00
" 27	1617 N.	761	Wellington		Mathews S. C.	761 Wellington	"	100 00
" 28	1618 N.		Papineau		Taylor G.	Papineau.	"	800 00
" 28	1619 N.		Fabre		Racine O.	205 Fabre.	"	32 0 00
" 28	1620 N.		Aylwin		Duchene M.	56 Rouville	"	800 00
" 28	1621 N.		Masson		Labelle A.	214 Masson	"	2 00 00
" 28	1622 N.		Resther.		Boivin O.	552 Rivard	"	1800 00

a } N.—Nouveaux édifices.—New buildings.  
 { R.—Réparations.—Alterations.

ALEX. DÉCARIE.

Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector.

RECORDS OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO

Records of the University of Chicago, 1890-1900

Year	Month	Day	Event	Location	Faculty		Notes
					No.	Name	
1890	Jan	1	Commencement	Chicago	10	John D. Rockefeller	...
1891	Feb	15	Meeting	Chicago	15	James D. Dana	...
1892	Mar	20	Meeting	Chicago	20	John D. Rockefeller	...
1893	Apr	10	Meeting	Chicago	10	James D. Dana	...
1894	May	5	Meeting	Chicago	5	John D. Rockefeller	...
1895	Jun	15	Meeting	Chicago	15	James D. Dana	...
1896	Jul	20	Meeting	Chicago	20	John D. Rockefeller	...
1897	Aug	10	Meeting	Chicago	10	James D. Dana	...
1898	Sep	5	Meeting	Chicago	5	John D. Rockefeller	...
1899	Oct	15	Meeting	Chicago	15	James D. Dana	...
1900	Nov	20	Meeting	Chicago	20	John D. Rockefeller	...

ALEX. BACARIS

Records of the University of Chicago, 1890-1900

...